



Parce que je suis une fille

R A P P O R T A F R I Q U E 2 0 1 2

Progrès et Obstacles à l'Education des filles en Afrique



Plan

Parce que je suis une fille

R A P P O R T A F R I Q U E 2 0 1 2

Progrès et Obstacles à l'Education des filles en Afrique



Plan



Parce que je suis une fille

R A P P O R T A F R I Q U E 2 0 1 2

Progrès et Obstacles à l'Éducation des filles en Afrique

Remerciements

Auteurs: Nous reconnaissons la diligence et la qualité du travail accompli par Education for Change et l'équipe de Jake Grout-Smith, Sophie Tanner, Clarie Postles et Helen O'Reilly, sincère gratitude à vous.

Editeurs

Eva Iversen, Plan Bureau Régional Afrique de l'Ouest (WARO)

Regis Nyamakanga, Plan Bureau Régional Afrique de l'Est et Australe (RESA)

La rédaction et la production de ce rapport ont reçu des contributions importantes de :

Alana Livesey, Gender Research –Assistante Campagne, Siège Plan International (IH)

Alice Behrendt, Directrice Régionale du suivi et évaluation, Plan WARO

Edith Wanjohi, Conseillère Régionale genre, Plan RESA

Odette Houedakor, Conseillère Régionale genre, Plan WARO

Emily Laurie, Plan International (IH)

Florence Cissé, Spécialiste Régionale Média, Plan WARO

Grace Ndungu, Spécialiste Régionale Web et Media Sociaux – Plan RESA

Giorgiana Rosa, Policy Manager, Plan IH

Godifri Mutindi, Conseiller éducation, Plan Mozambique

Lili Harris, Assistante à la recherche, Plan Royaume Uni

Leslie VanSant, Consultante en Communication, Plan WARO

Nathan Kennedy, Stagiaire, Plan WARO

Tcha Berei, Conseiller en éducation, Plan Togo

Yona Nestel, Conseiller Senior en éducation, Plan Canada

Groupe Exécutif

Adama Coulibaly, Directeur Régional, Plan WARO

Gezahegn Kebede, Directeur Régional, Plan RESA

Amavi Akpamagbo, Directeur Régional Adjoint, Plan WARO

Luther Anukur, Directrice Régionale Adjointe, Plan RESA

Mise en page par Polykrome-Dakar/Sénégal

Imprimé par Polykrome-Dakar/Sénégal and Kul Graphics-Nairobi/Kenya

Traduit en Français par Diversifia – Ouagadougou/Burkina Faso

ISBN: 978-92-9250-009-2

Sincères remerciements à tout le personnel des pays programme de Plan et des bureaux régionaux, ainsi qu'à toutes les personnes et organisations qui ont aidé à conduire la recherche dans 11 pays à travers l'Afrique, entre Novembre 2011 et Mai 2012.

Merci à toutes les personnes, les communautés, et particulièrement les enfants qui ont bien voulu participer à la recherche.

Malgré tous les efforts pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent document au moment de l'impression, Plan ne saurait être tenu responsable en cas d'inexactitudes.

Les commentaires et opinions exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement la politique officielle de Plan.

Des extraits du présent document peuvent être reproduits à des fins de recherche, de sensibilisation et d'éducation, à condition que la source soit citée. Ce document ne peut être reproduit à d'autres fins sans l'accord préalable de Plan.



Table des matières

Avant-propos.....	10
Introduction.....	13
La campagne mondiale de Plan "Parce que je suis une fille"	13
Le rapport.....	14
L'éducation des filles: un droit fondamental et un élément essentiel du développement.....	14
La recherche.....	16
 Le contexte.....	 19
Le contexte politique.....	19
L'état actuel de l'éducation des filles en Afrique.....	20



Quels sont les obstacles à l'accès et à la rétention des filles l'école?.....25

Les attitudes sexistes dans la société.....	25
Les coûts de l'éducation.....	27
Les rapports sexuels de nature transactionnelle.....	28
Les grossesses précoces.....	29
Le mariage des enfants.....	31
Le travail des enfants.....	32
Les distances à parcourir pour aller à l'école.....	32

La qualité de l'éducation? La réalité dans les écoles.....35

Les enseignants.....	35
Les approches et matériels sexospécifiques.....	36
La violence dans les écoles.....	37

Des défis complexes, des solutions intégrées.....41

Recommandations politiques aux gouvernements nationaux.....45

Références bibliographiques.....48

Avant-propos

L'année 2012 restera dans l'histoire comme l'une des années les plus marquantes de la lutte au niveau mondial, contre l'inégalité des sexes, surtout en Afrique et en particulier dans l'histoire de Plan International.

2012 a été, en Afrique, une année importante pour les femmes. En avril, Joyce Banda est devenue la toute première femme présidente du Malawi et la seconde présidente femme en exercice en Afrique. En juin, Fatou Bensouda, de la Gambie est devenue la première femme africaine Procureur Général de la Cour Pénale Internationale (CPI), avant cela elle était Procureur adjoint chargé de la Division des Poursuites de la CPI depuis 2004. On peut encore citer Zainab Hawa Bangura de la Sierra Leone qui a été nommée en juin Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la question de la violence sexuelle dans les conflits. Enfin en juillet, le Dr Nkosazana Dhlamini-Zuma d'Afrique du Sud est devenue la première femme Présidente de la Commission de l'Union africaine, l'organe exécutif de l'Union africaine.

À Plan, en mars, Ellen Margrethe Løj a été la première femme nommée présidente du Conseil International et de l'Assemblée des Membres, après avoir exercé pendant 4 ans au Libéria, en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Libéria et Coordinatrice des Opérations des Nations Unies. Sa nomination intervient alors que Plan se prépare à lancer sa plus grande campagne mondiale "Parce que je suis une fille", qui vise à lutter contre l'inégalité des sexes.

La campagne "Parce que je suis une fille" de Plan est lancée le 11 octobre 2012, alors que le monde célèbre la première Journée internationale de la fille. Des millions de filles à travers le monde font face à des défis énormes, tout simplement parce qu'elles sont des filles. Il s'agit notamment de la discrimination, de la violence et du harcèlement sexuel, de niveaux élevés de pauvreté - et du manque d'éducation. La campagne "Parce que je suis une fille" de Plan aidera quatre millions de filles à obtenir une éducation, les compétences et le soutien dont



Adama Coulibaly,
Directeur Régional, Plan,
Afrique de l'Ouest



Gezahegn Kebede,
Directeur Régional, Plan,
Afrique de l'Est et Australe

elles ont besoin pour sortir de la pauvreté et accéder à tout un monde de possibilités.

Cette première édition du rapport panafricain "Parce que je suis une fille" 2012 est l'aboutissement de recherches intensives menées dans 11 pays africains pour évaluer les **«Progrès et obstacles à l'éducation des filles en Afrique.»** Au cours de ses enquêtes, Plan a travaillé avec des enfants aussi bien scolarisés que non scolarisés, des parents, des éducateurs, des dirigeants et des décideurs au niveau des villages et à l'échelle nationale, afin d'explorer ce qui se cache derrière les statistiques de l'éducation des filles - de la présence et de l'impact des cadres stratégiques aux choix et défis quotidiens que rencontrent les filles, les parents, les communautés et les enseignants, ce qui influe sur les possibilités et les capacités d'éducation des filles. Ce rapport reflète la détermination de Plan et son engagement à promouvoir l'égalité de traitement ainsi que des opportunités pour les filles en Afrique.

Le rapport panafricain "Parce que je suis une fille" complète et est un sous-ensemble du rapport mondial 2012 "Parce que je suis une fille" sur le thème de l'éducation des filles, qui présentait les difficultés rencontrées par les filles, leurs familles, les communautés et les enseignants à travers l'Afrique, et la façon dont leur expérience de l'enseignement en est influencée. Le rapport arrive à point nommé surtout maintenant que les efforts pour parvenir à l'éducation pour tous d'ici à 2015 attirent de plus en plus l'attention, tout particulièrement en Afrique où il y a encore un long chemin à faire pour assurer une éducation pour toutes les filles.

Un mot de remerciement doit donc être adressé à tous ceux qui sont à l'origine de la production de ce rapport.





Introduction

La campagne mondiale Parce que je suis une fille de Plan

La campagne de Plan International “Parce que je suis une fille” est une campagne de lutte contre l'inégalité des sexes, de promotion des droits des filles et pour aider des millions d'entre elles à sortir de la pauvreté. Partout dans le monde, les filles sont confrontées à une double discrimination en raison de leur sexe et de leur âge, les laissant au bas de l'échelle sociale.

L'éducation des filles est la clé pour briser le cycle de la pauvreté et améliorer la vie des filles, des garçons et de toutes les personnes dans leurs communautés. La campagne mondiale “Parce que je suis une fille” de Plan aide quatre millions de filles à obtenir une éducation, des compétences et le soutien dont elles ont besoin pour sortir de la pauvreté et entrer dans un monde qui leur offre des opportunités. Vous trouverez plus d'informations sur la campagne en visitant le site: www.becauseiamagirl.org



Plan

Garçons et filles
allant à l'école – Togo

Le rapport

Le rapport mondial annuel “Parce que je suis une fille” de Plan International dresse le tableau de la situation des filles dans le monde. Alors que les femmes et les enfants sont souvent reconnus comme des groupes cibles spécifiques dans les processus de formulation des politiques et de la planification, les droits et besoins particuliers des filles sont souvent ignorés. Ces rapports fournissent des preuves, notamment les voix des filles elles-mêmes, sur les raisons pour lesquelles les besoins des filles exigent une attention particulière.

Ceci est le premier rapport panafricain “Parce que je suis une fille”, fait par le Bureau Régional de Plan en Afrique de l’Est et Australe et le Bureau Régional de l’Afrique de l’Ouest. Il accompagne et complète le rapport mondial “Parce que je suis une fille” 2012 sur l’éducation des filles, il présente les difficultés rencontrées par les filles, leurs familles, les communautés et les enseignants à travers l’Afrique, et comment leur expérience de l’éducation est affectée et influencée par les politiques, les pratiques culturelles et les valeurs traditionnelles.

L’éducation des filles : un droit fondamental et un élément essentiel du développement

L’éducation est un droit humain fondamental pour tous les enfants. Cela a été reconnu il y a 60 ans dans la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, reconnue et acceptée par de nombreux gouvernements à travers le monde. Cependant, des millions d’enfants en Afrique, en particulier les filles, sont toujours privés de leur droit à l’éducation et n’ont pas la possibilité d’accéder aux connaissances, compétences et capacités nécessaires qui leur

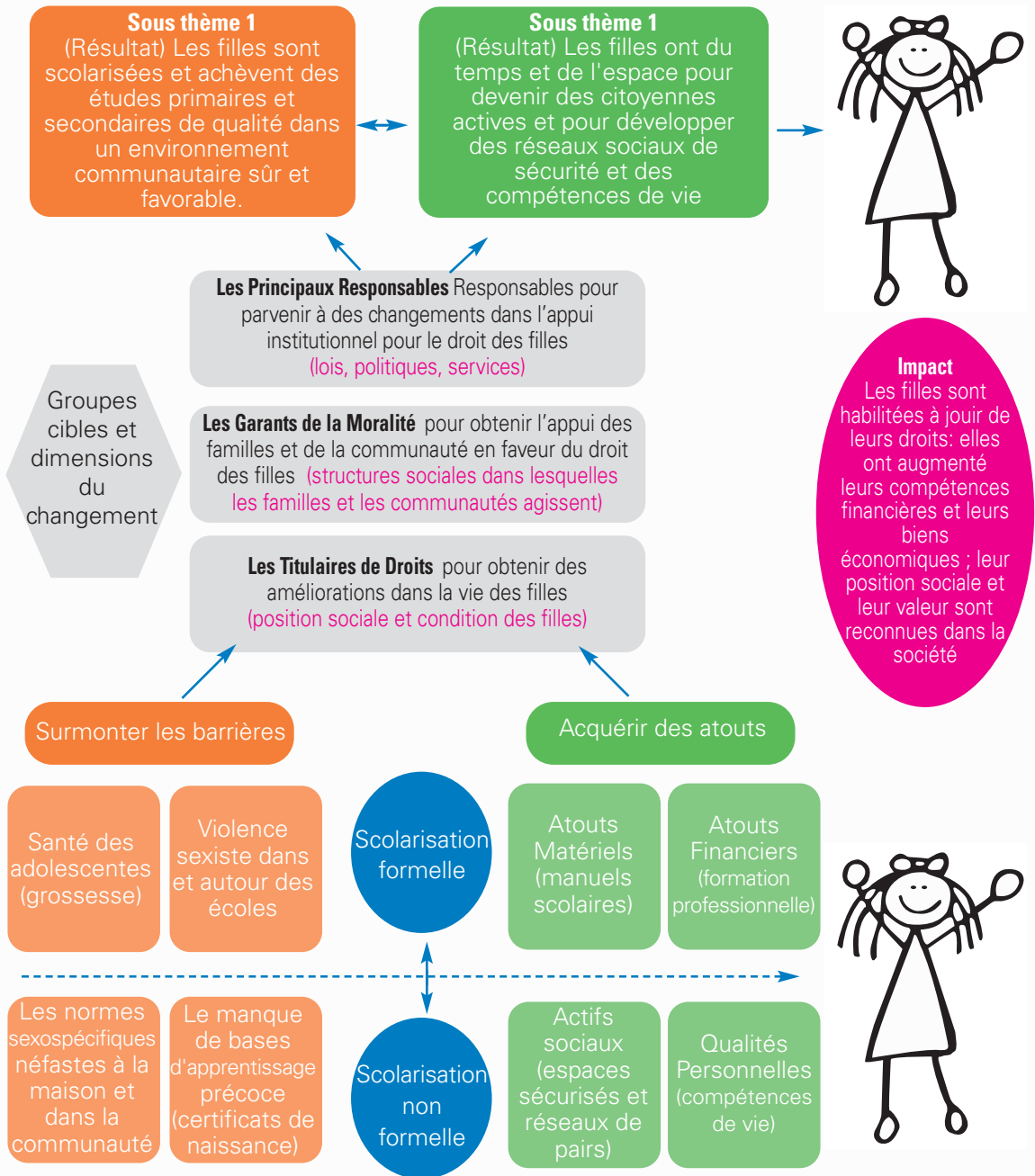
permettraient d’être autonomes et de jouer un rôle plus égalitaire dans la société. Cette violation des droits fondamentaux est injuste et doit être changée.

En plus d’être un droit intrinsèque de l’homme, la recherche a toujours démontré que l’éducation, en particulier l’éducation des filles, est l’un des moyens les plus efficaces de développement, non seulement pour les filles elles-mêmes, mais également pour leurs familles, les communautés et la société en général. L’éducation des filles contribue à améliorer la santé maternelle, réduire la mortalité infantile, améliorer la situation nutritionnelle des ménages, et augmenter la force de travail potentielle et les possibilités de croissance économique.¹ Surmonter les obstacles à l’éducation des filles est donc essentiel pour s’attaquer aux causes profondes de la pauvreté.

Alors, pourquoi en Afrique les filles sont toujours moins nombreuses que les garçons à être inscrites et à rester à l’école?² Pourquoi dans 47 sur 54 pays africains, les filles ont moins de 50% de chances d’accéder au niveau secondaire? Et pourquoi, bien qu’étant à l’école, les filles continuent d’être victimes de discrimination et de violence, qui menacent de miner le pouvoir transformateur de l’éducation qu’elles reçoivent?

L’objectif de Plan est de faire en sorte que les filles s’inscrivent et reçoivent au moins 9 ans d’enseignement de qualité dans un environnement communautaire sûr et favorable, afin qu’elles acquièrent les compétences dont elles ont besoin pour mener une vie saine et productive. Comme le montre la Théorie du Changement “Parce que je suis une fille”, ceci requiert qu’on se concentre sur la manière de surmonter les obstacles à l’éducation des filles, et d’autonomiser les filles en développant leurs qualités et leurs capacités:

Théorie du Changement "Parce que je suis une fille"



La recherche

Ce rapport s'appuie sur des enquêtes menées par Plan, de novembre 2011 à mai 2012, dans 11 pays d'Afrique subsaharienne: l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Sénégal, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe. En travaillant avec les enfants à la fois dans et en dehors de l'école, avec les parents, les éducateurs, les dirigeants et les décideurs au niveau des villages et au niveau national, cette recherche explore ce qui se cache derrière les statistiques sur l'éducation des filles: de la présence et de l'impact des cadres stratégiques aux choix et défis quotidiens que rencontrent les filles, les parents, les communautés et les enseignants, qui influent sur les possibilités d'éducation et les capacités des filles.

La recherche s'est déroulée sur 2-3 sites de recherche sélectionnés dans chaque pays. Ceux-ci couvrent à la fois les zones urbaines et les zones rurales, ainsi que les niveaux élevés, moyens et faibles de performance au cours de la scolarisation et de la progression aux niveaux primaire et secondaire. Les données quantitatives et qualitatives ont été recueillies à partir de ces sites en utilisant un éventail de méthodes :³

- Des entretiens approfondis avec 169 informateurs clés à l'échelle nationale, locale et du district
- 142 groupes de discussion avec des groupes séparés de parents, pères et mères ainsi que garçons et filles dans et hors de l'école
- Des questionnaires structurés soumis à 1922 parents / chefs de ménages et 1911 enfants
- 15 études de cas approfondies avec des filles différentes, à la fois dans et hors de l'école.



Une petite fille au pré-scolaire – Togo

Sigrid Spinnox





Le contexte

Le contexte politique

Le droit à l'éducation est inscrit dans les traités internationaux des droits de l'homme, et des engagements sur l'éducation des filles ont été pris dans un certain nombre d'accords et de cadres internationaux et régionaux ratifiés par la majorité des états africains.

Malgré l'existence de telles politiques, les enquêtes de Plan montrent que la sensibilisation du public aux politiques et initiatives gouvernementales à l'égard de l'éducation des filles demeure très faible. Au Ghana, seulement 30% des parents interrogés étaient conscients des efforts du gouvernement pour soutenir

	Traité/engagements
Traité internationaux relatifs aux droits de l'homme comprenant le droit fondamental à l'éducation	• La Convention des Nations Unies Relatives aux Droits de l'Enfant (1989) • Le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (1966) • La Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (1979)
Engagements internationaux pour l'éducation des filles	• La Plateforme d'Action de Pékin (1995) • Le Cadre d'Action de Dakar pour l'Éducation pour Tous (EPT) (2000) • Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (2000)
Engagements régionaux africains essentiels pour l'éducation des filles	• La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1986) • La Charte Africaine des Droits et du Bien-Être de l'Enfant (1999) • La Deuxième Décennie de l'Éducation pour l'Afrique (2006-2015) • Les Recommandations Issues des Conférences des Ministres de l'Éducation de la CEDEAO (2002, 2004 et 2009) • La Conférence de l'ADEA avec les Ministres Africains de l'Éducation, les agences de développement internationales, les chercheurs et les experts de l'éducation (2008)

De nombreux états africains ont mis en place des politiques nationales pour tenir leurs engagements à l'égard de l'éducation des filles dans ces cadres internationaux et régionaux. Les politiques visant à rendre l'éducation primaire universelle et à supprimer les frais de scolarité sont courantes à travers le continent. Dans certains cas, l'éducation des filles a été explicitement abordée dans des politiques distinctes, telles que la Politique d'Égalité des Sexes du Kenya en matière d'Éducation ainsi que la Politique Nationale du Liberia sur l'Éducation des Filles.

l'éducation secondaire des filles, tandis qu'au Libéria seulement 51% des parents étaient au courant des politiques éducatives du gouvernement et des initiatives relatives aux filles.⁴ Ceci a un impact inévitable sur l'efficacité des politiques, en particulier là où les valeurs fortement enracinées dans la communauté entrent en conflit avec les déclarations de politique, comme sur la réadmission des écolières enceintes après l'accouchement.

Il y a également des inquiétudes tenaces sur la capacité des gouvernements, à tous les niveaux, à faire connaître, mettre en œuvre et suivre les politiques en matière d'éducation. L'insuffisance des ressources est souvent citée par les parties prenantes clés comme étant un défi majeur expliquant cette situation.⁵

Des études suggèrent que ces problèmes de ressources sont actuellement exacerbés par des contraintes financières mondiales qui font pression sur les budgets de développement à long terme favorables aux pauvres, au profit de décisions budgétaires de court terme axées sur la croissance.⁶

Au-delà des ressources de base, la faiblesse des mécanismes de suivi et d'exécution n'est pas seulement un obstacle à la mise en œuvre des politiques et des initiatives d'appui à l'éducation des filles, elle ne permet pas non plus d'assurer aux filles une protection de base contre les abus et le harcèlement dans les écoles.⁷

Les politiques éducatives publiques sont encore non appliquées, sans un soutien budgétaire adéquat pour assurer leur mise en œuvre

Un éducateur au Zimbabwe

L'état actuel de l'éducation des filles en Afrique

La petite enfance

Il a été démontré que la protection et l'éducation de la petite enfance (PEPE) ont un impact important sur les possibilités et les chances de réussite dans la vie de tous les enfants, mais en

particulier des filles.⁸ Celles qui participent à des programmes de PEPE sont mieux préparées pour l'école primaire et sont plus susceptibles de poursuivre leurs études plus longtemps et d'aller plus loin dans leur éducation.⁹ Bien que les inscriptions en maternelle aient atteint 4,6 millions en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie, ce taux qui représente 17% reste le plus bas dans le monde.¹⁰ L'offre publique d'éducation pré-primaire est très limitée et ce sont souvent les familles les plus pauvres, qui en bénéficieraient le plus, qui sont le moins en mesure d'y accéder.¹¹

Enseignement Primaire

Avec la suppression des frais de scolarité dans de nombreux pays, la dernière décennie a connu une augmentation rapide du taux de scolarisation primaire

En Afrique subsaharienne, il y a eu environ 52 millions d'inscriptions supplémentaires d'enfants à l'école primaire de 1999 à 2008, et au cours de la même période, le nombre d'inscriptions des filles à l'école primaire est passé de 54% à 74%. Malgré ces progrès, 29 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans la région, 54% d'entre eux sont des filles.¹² La probabilité d'atteindre l'éducation primaire universelle en Afrique d'ici 2015 semble donc de plus en plus compromise.



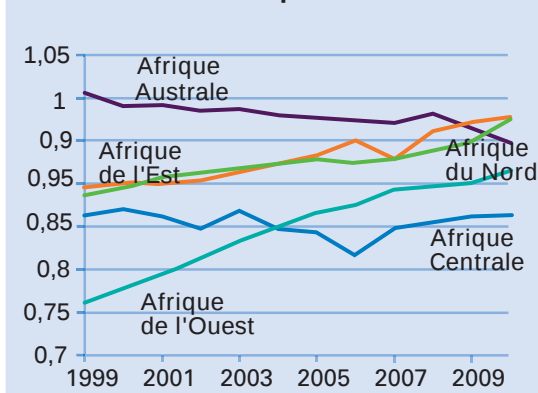
Elèves en classe – Togo



Plan

Les statistiques masquent également d'énormes disparités nationales ; en Éthiopie, par exemple, le taux de scolarisation des filles a fait un bond, passant de 30% à 75% en dix ans, tandis que dans d'autres pays, comme le Niger et l'Érythrée, ce taux reste bien en dessous de 60%.¹³ Seuls 16 pays d'Afrique subsaharienne ont atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, et 17 pays ont encore un indice de parité entre les sexes inférieur à 0,9.

Indice de Parité entre les Sexes du Taux Brut de Scolarisation à l'école primaire, 1999 – 2010¹⁵

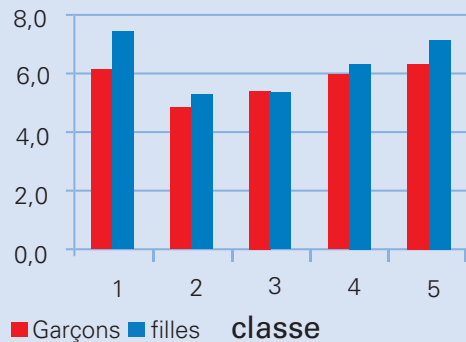


La situation est pire dans les pays en conflit où sont fortement concentrées les personnes les moins susceptibles d'atteindre les objectifs d'Éducation pour Tous.¹⁴

Indice de Parité entre les Sexes du Taux Brut de Scolarisation à l'école primaire, 1999 - 2010
Cependant, les chiffres sur les inscriptions et la parité ont des limites pour ce qui est de nous

donner une image fidèle de l'éducation des filles. Ils ne peuvent pas nous dire combien de filles sont inscrites, combien de temps elles restent à l'école ou ce qu'elles y apprennent.

Taux d'abandon scolaire (%) par classe au primaire en Afrique subsaharienne¹⁶



Les données nationales agrégées cachent de nombreuses inégalités au niveau local ; les facteurs que sont la pauvreté, la localisation, l'origine ethnique, le handicap et les troubles sociaux et politiques, associés à la discrimination, entre les sexes, rendent l'accès à l'éducation peu probable pour de nombreuses filles.

À moins que ces questions, liées entre elles, ne soient identifiées et traitées directement, il sera impossible de faire de nouveaux progrès.

Seulement 7 enfants sur 10 qui commencent l'école primaire en Afrique sub-saharienne y restent jusqu'à la dernière année du cycle. Les filles sont plus susceptibles d'abandonner, avec des taux d'abandon qui atteignent 59% en Éthiopie et 57% au Libéria.¹⁷ Les taux d'abandon sont particulièrement élevés au cours de la première année étant donné que la suppression des frais de scolarité a entraîné une forte augmentation du nombre d'inscriptions, ce qui crée une importante surpopulation des salles de classe et une éducation de mauvaise qualité. Dans de nombreux pays les taux d'abandon augmentent également avec l'âge étant donné que les pressions économiques et sociales auxquelles les adolescentes ainsi que leurs familles sont confrontées rendent la fréquentation scolaire non durable.¹⁸

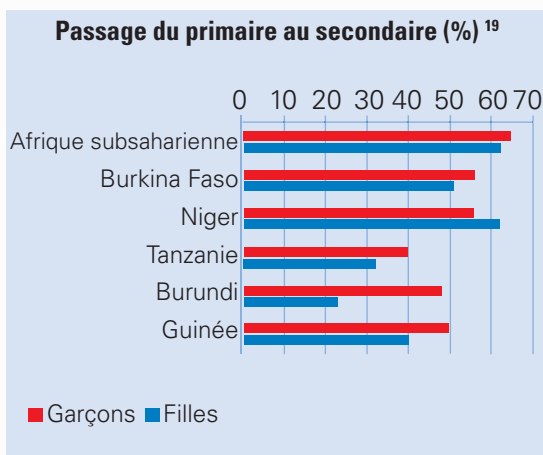
Olivier Girard



Membres d'un club de jeunes appuyé par Plan dans le village de Lokogohoue dans le Couffo, Bénin

L'enseignement secondaire

L'enseignement secondaire a lieu à un âge où les filles sont particulièrement vulnérables étant donné qu'elles entrent dans la puberté et atteignent un âge que certaines communautés jugent approprié pour la procréation, le mariage et le travail (à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison). Cela réduit considérablement leurs chances de rester à l'école.²⁰ Le taux de passage du primaire au secondaire en Afrique sub-saharienne est de 62% pour les filles, mais ne serait que de 32% en Tanzanie.²¹



Certains pays ont déployé des efforts importants pour consolider et maintenir les progrès réalisés dans l'enseignement primaire. Des politiques universelles de l'enseignement secondaire ont été mises en place en Ouganda et elles ont, par exemple, contribué à l'amélioration du taux de passage des filles et de la parité dans les écoles secondaires.²²

Cependant, en Afrique subsaharienne moins d'un quart des filles en âge d'être au secondaire y sont inscrites.²³ Les taux sont plus faibles de près d'un tiers dans les pays touchés par des conflits, et l'écart de parité entre les sexes se creuse. Dans les quelques pays disposant de données sur le nombre de filles qui terminent au moins le premier cycle du secondaire, l'ampleur du défi devient évidente: 3% au Niger, 17% au Malawi, 25% en Éthiopie et 29% en Ouganda.²⁵

La qualité de l'enseignement

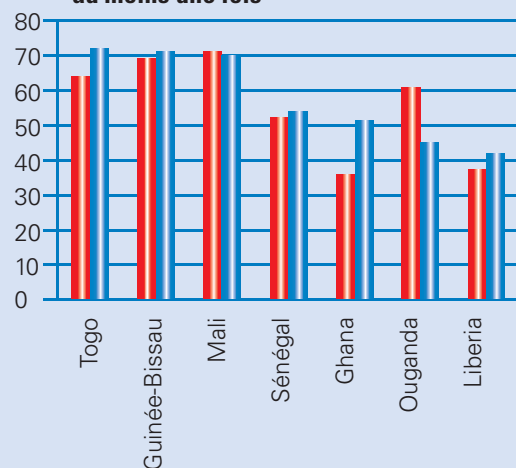
L'afflux d'élèves dans les écoles primaires a créé d'énormes défis sur le plan des ressources pour les gouvernements qui tentent de faire face à la demande d'éducation. La pression qui s'en est suivie sur les écoles sous-financées et en manque d'effectifs a eu des répercussions sur la qualité de l'enseignement qu'elles peuvent fournir. Une crise de l'apprentissage a donc éclaté dans laquelle de nombreux enfants quittent l'école primaire sans les compétences de base en écriture, lecture et calcul.²⁷ En Tanzanie, 20% des élèves sortants du primaire ne peuvent pas lire une phrase simple.²⁸ En Ouganda, le taux est supérieur à 25%, et au Mali plus de 90% des élèves de 2e année sont incapables de lire un seul mot de texte simple et cohérent.²⁹

L'éducation de mauvaise qualité a un impact plus négatif sur les filles que sur les garçons. Aux examens nationaux de fin d'études primaires au Kenya, 29% des filles contre 50% des garçons ont obtenu une note égale ou



Une fille lisant un livre dans une école appuyée par Plan Guinée Bissau

Pourcentage de garçons et de filles déclarant avoir redoublé au moins une fois²⁶



supérieure à la note moyenne nationale ; au Rwanda, seulement 38% des candidats ayant réussi les examens du primaire étaient des filles, et en Tanzanie 43% des filles avaient réussi contre 56% des garçons.³⁰

L'échec aux examens de fin d'année signifie souvent que les enfants doivent redoubler l'année scolaire. Selon les enquêtes de Plan plus de 70% des filles ont déclaré avoir redoublé au moins une année au Togo, en Guinée-Bissau et au Mali, et la principale raison de ce redoublement était l'échec aux examens.³¹ Le redoublement ne reflète pas seulement l'absence d'apprentissage pour l'élève, mais également l'inefficacité du système d'éducation - un fait contre lequel on ne peut lutter efficacement compte tenu des

budgets publics limités. La recherche suggère que le redoublement est lié aux résultats médiocres et qu'il a un impact négatif sur la motivation des élèves à poursuivre leurs études. En tant que tel, il représente souvent un indicateur fort de l'abandon de l'élève.³² Ceci est particulièrement le cas pour les filles étant donné qu'au redoublement s'ajoutent d'autres pressions sociales et économiques qui amènent les filles à abandonner l'école pendant l'adolescence.³³

Une des principales motivations de scolarisation est l'acquisition des compétences de base en lecture et en écriture et l'amélioration des perspectives de carrière.³⁴ Il y a par conséquent d'énormes implications pour l'accès et la rétention des filles à l'éducation si elles-mêmes ainsi que leurs parents ne pensent pas que cette éducation peut les aider à atteindre ces objectifs.

La situation de nombreuses filles à travers l'Afrique exige donc une attention immédiate. Il y a encore beaucoup de travail à faire juste pour parvenir à scolariser les filles. Pourtant, les investissements réalisés pour améliorer l'accès seraient vains sans des efforts parallèles pour relever les défis auxquels les filles font face pour rester et progresser à l'école. Tous ces investissements et efforts dépendent à leur tour du fait que l'éducation que les filles reçoivent à l'école soit de qualité suffisante et assez pertinente pour qu'elles puissent bénéficier de son pouvoir transformateur.



Quels sont les obstacles à l'accès et à la rétention des filles à l'école?

Les facteurs qui influencent l'accès et la rétention d'une fille à l'école sont complexes et dynamiques. Les enquêtes de Plan montrent que les contraintes que constituent la pauvreté, la localisation, les stéréotypes sexuels, les normes sociales, les coutumes et les pratiques préjudiciables forment toutes un réseau changeant et interconnecté, à travers lequel les filles, leurs familles et leurs communautés doivent quotidiennement naviguer.³⁵ Les élèves, les enseignants et les parents ont particulièrement mis en évidence la manière dont la pauvreté réside au cœur de bon nombre de défis constituant une entrave à l'accès des filles à l'éducation ainsi que l'expérience qu'elles en ont. Les pressions de la pauvreté obligent les parents à constamment prendre des décisions sur la façon d'utiliser les ressources extrêmement limitées et la meilleure façon d'offrir un avenir sûr à leur famille. Dans le contexte de la série de facteurs étudiés ci-dessous, les choix faits signifient souvent que les opportunités des filles et leurs chances dans la vie sont très limitées.³⁶

Les attitudes sexistes dans la société

Bon nombre des préoccupations et des contraintes dans l'éducation des filles sont enracinées dans les inégalités entre sexes profondément ancrées. Les conceptions ancrées concernant les rôles des filles comme dispensatrices de soins, mères, épouses et ménagères influent sur les perceptions de la valeur de l'éducation des filles et les choix de vie et de carrière qui leur sont disponibles.³⁷

Plan



Jeune fille qui fait les travaux ménagers au Mozambique

Les États ... prennent toutes les mesures appropriées pour abolir les coutumes et les pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du Bien-être, de la dignité, de la croissance et du développement normal de l'enfant, en particulier... les coutumes et pratiques qui constituent une discrimination à l'égard de certains enfants, pour des raisons de sexe ou autres raisons.

**Charte Africaine des Droits
et du Bien-Être de l'Enfant (Article 21)**

Les gens ont encore des préjugés sur l'éducation des filles et certains parents croient toujours que l'éducation des filles n'a pas de valeur et qu'elles ne peuvent pas réussir même si elles sont instruites.

Un père, Éthiopie

Le changement de ces attitudes et comportements est l'un des plus grands défis de l'éducation des filles et également l'un des plus complexes à aborder.

Même dans les zones où il y a une réaction généralement positive à l'éducation des filles, il subsiste encore une tendance des parents à privilégier l'éducation des garçons par rapport à celle des filles. Au Mali 48% des parents interrogés ont déclaré qu'ils allaient maintenir leurs fils à l'école plutôt que leurs filles s'ils sont obligés de faire un choix, contre seulement 28% qui ont opté pour leurs filles. Dans la région Ashanti du Ghana, 50% ont opté pour laisser leurs fils à l'école, contre seulement 10% pour les filles.³⁸

De nombreux parents font de tels choix en se demandant dans quelle mesure l'éducation intègre ou menace les rôles traditionnels des filles. En Éthiopie et au Kenya, les parents ont remarqué que les hommes se sentaient menacés par les femmes instruites et, qu'ils étaient réticents à les épouser, excepté lorsqu'ils ont été eux-mêmes instruits.³⁹

De même, au Mali et au Sénégal, les parents ont exprimé leurs inquiétudes que leurs filles ne se marient pas si elles restent à l'école. Ils étaient également incertains quant aux avantages qu'ils recevraient de l'éducation de leurs filles, étant donné que les garçons étaient destinés à être le chef de la famille et à prendre soin des parents, tandis que les filles rejoindraient une autre famille par le mariage.⁴⁰

De telles attitudes et perspectives en matière de capacités des filles et de leurs rôles sont également reflétées dans les perceptions que les enfants eux-mêmes ont de l'éducation. Au Mali, par exemple, les filles elles-mêmes faisaient remarquer que les garçons étaient plus susceptibles de réussir dans leurs études, car étant plus intelligents qu'elles.⁴¹

Les attitudes des deux parents et des enfants jouent un rôle important pour déterminer si, et pour combien de temps, les filles vont aller à l'école. Souvent, ces attitudes entravent activement l'éducation des filles plutôt que de la soutenir. Les enquêtes de Plan indiquent, toutefois, que la sensibilisation et le plaidoyer de la communauté peuvent renforcer une compréhension accrue de la valeur de l'éducation des filles, avec des parents impliqués et prêts à s'engager dans une discussion sur les défis que représente l'éducation des filles.⁴²

L'extension des possibilités et la capacité des filles à participer à et à parler de leurs propres expériences est un élément clé d'une telle tâche. Au Ghana, en Sierra Leone, au Libéria et au Togo, le projet Girls Making Media de Plan a créé des clubs pour les filles, chacun de ces clubs était supervisé par un journaliste adulte ayant reçu une formation sur les questions des droits de l'enfant et les questions de genre. Avec l'acquisition de compétences en réseautage, médias et plaidoyer, les membres du club ont eu recours à diverses formes de médias pour sensibiliser sur les questions sexospécifiques, atteignant ainsi environ 600.000 personnes par la radio nationale et la radio de la communauté et, 400.000 personnes par la télévision nationale dans les quatre pays. Il a été démontré que ce programme a contribué à accroître l'estime de soi et la confiance des filles, ainsi qu'à changer les attitudes des communautés environnantes et des parents, les amenant à respecter les opinions des filles et à leur permettre de participer aux décisions communautaires.⁴³

Plan



Elèves au Mozambique

Les coûts de l'éducation

De nombreux pays à travers l'Afrique ont des politiques nationales déclarant que l'éducation primaire est gratuite. La réalité pour les enfants et leurs parents est, toutefois, très différente. Bien que les frais de scolarité officiels aient été supprimés, de nombreuses écoles continuent à facturer des frais tels que les frais d'inscription ou d'examen. Tout ceci ajouté aux coûts des uniformes, des livres, du transport, des fournitures et d'autres 'coûts cachés' de l'éducation, fait que la scolarisation des enfants reste un investissement financier important pour les familles. Ces coûts augmentent encore au niveau du secondaire où ils sont souvent 3 à 5 fois plus élevés qu'au primaire.⁴⁵

Ces coûts financiers ont été cités à plusieurs reprises par les parents, à travers les onze pays concernés par les enquêtes de Plan, comme étant un des principaux facteurs expliquant le fait qu'ils ne scolarisent pas leurs enfants et qu'ils ne les maintiennent pas à l'école.⁴⁶

Ma préférence va aux garçons, car il n'y a aucun avantage à envoyer les filles à l'école. La plupart d'entre elles n'ont pas réussi. Elles ne vont pas au-delà de la 4e année du primaire. C'est un gaspillage de temps et d'argent pour nous.

Un père, Ouganda

Au Libéria, par exemple, 58% des parents ont indiqué les frais de scolarité comme la raison principale pour laquelle ils n'inscrivent pas leurs enfants. Les frais de scolarité et les fournitures scolaires / uniformes ont également été cités comme la principale difficulté rencontrée à l'école par 36% et 38% des enfants respectivement.⁴⁷ Pour les parents en Guinée-Bissau, les frais de scolarité semblent être en augmentation, 89% d'entre eux signalent que les frais d'examen ont augmenté au cours des cinq dernières années et 87% notent une hausse du coût des fournitures scolaires.⁴⁸

Les États...en particulier, ils s'engagent à : (a) fournir un enseignement de base gratuit et obligatoire; (b) encourager le développement de l'enseignement secondaire... et le rendre progressivement gratuit et accessible à tous.

**Charte Africaine des Droits
et du Bien-Être de l'Enfant (Article 11)**

À cause de la crise, nos enfants sont souvent contraints d'abandonner l'école parce que nous n'allons pas voler pour les y envoyer ; ce qui nous aide c'est que parfois si nous élevons des animaux, nous pouvons alors en vendre un pour obtenir assez d'argent pour inscrire nos enfants à l'école

Une mère, Guinée-Bissau

Ces charges financières affectent les familles pauvres de manière disproportionnée. Les parents pauvres sont souvent obligés de prendre des décisions économiques difficiles comme choisir quel enfant a plus de chances de tirer profit des investissements limités qu'ils peuvent faire dans l'éducation.⁴⁹

Que les parents soient en faveur de l'éducation des filles ou non, l'utilité immédiate d'une fille comme gestionnaire de foyer, sa valeur en tant qu'épouse ou de ménagère et d'autres aspects similaires peuvent être considérés comme plus importants que le rendement à long terme d'un investissement dans son éducation.

Cet équilibre continue d'être défavorable à l'éducation des filles au niveau du secondaire où les coûts de l'éducation augmentent en même temps que les filles commencent à être considérées comme aptes au mariage, à la maternité et au travail. En raison de cette interaction entre les coûts et les rôles de genre, les filles sont souvent retirées de l'école au moment même où l'éducation peut leur fournir les compétences et les atouts essentiels à leur autonomisation au cours de la période vulnérable de l'adolescence.⁵⁰

De nombreux pays ont lancé des initiatives visant à réduire les frais de scolarité et à alléger ainsi la charge financière pour les familles. Au Zimbabwe, le Module d'Aide à l'Enseignement de base (BEAM) offre une aide financière aux enfants et aux familles qui ont du mal à faire face aux coûts de l'éducation. En collaboration avec le Fonds de Transition pour l'éducation qui fournit la papeterie et les livres aux écoles primaires et secondaires, cette initiative a permis une augmentation de la scolarisation, du taux de rétention à l'école et une plus grande parité.⁵¹

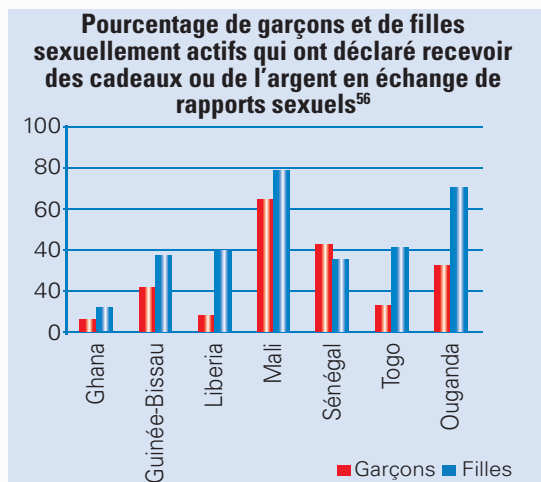
Des programmes de bourses pour les études secondaires des enfants pauvres ont également été mis en place au Kenya et au Malawi, la priorité étant accordée aux filles. De telles initiatives ont permis d'améliorer les taux de passage des filles au secondaire, en dépit du fait que des budgets limités et des problèmes de coordination entre différents bailleurs de fonds ont diminué le nombre de filles susceptibles d'être prises en charge de cette manière.⁵²

Dans de nombreux pays, notamment la Guinée-Bissau, le Ghana et le Mali, les programmes de cantines scolaires ont également donné des résultats positifs dans le renforcement de la scolarisation et de la rétention des garçons et des filles à l'école.⁵³

Les rapports sexuels de nature transactionnelle

Il est difficile d'évaluer précisément combien d'enfants sont impliqués dans des relations sexuelles de nature transactionnelle - l'échange de services sexuels contre de l'argent et des cadeaux - toutefois les enquêtes de Plan corroborent les données d'autres études indiquant que c'est une pratique répandue et communément admise parmi les filles en âge d'être scolarisées et, dans une moindre mesure, les garçons.⁵⁴

En Ouganda, 70% des filles et 33% des garçons qui ont déclaré qu'ils étaient sexuellement actifs ont déclaré avoir reçu des cadeaux ou de l'argent en échange de faveurs sexuelles, et au Mali ces chiffres atteignent 78% et 64% respectivement.⁵⁵



La pauvreté des ménages est souvent la raison qui amène les filles et les garçons à avoir des relations sexuelles de nature transactionnelle; les produits de première nécessité, mais inabordables, tels que le savon, la nourriture et les vêtements étaient les principaux éléments que 91% des filles au Ghana cherchaient à s'offrir à travers ces relations ; ce chiffre s'élève à 74% au Libéria.⁵⁷ Les articles de luxe tels que les parfums et les téléphones portables sont également des motivations communes. En outre, l'utilisation de l'argent du sexe transactionnel pour couvrir les frais de scolarité et le matériel scolaire est citée comme un facteur essentiel de ces relations par 41% des enfants en Guinée-Bissau, 50% au Sénégal, et 24% en Ouganda.⁵⁸

Au Kenya et au Malawi, les enseignants et les responsables de l'éducation ont déclaré que les relations sexuelles transactionnelles affectaient négativement la participation des filles à l'école ainsi que leurs performances scolaires, car elles avaient tendance à être plus distraites et moins capables de se concentrer en classe.

Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle

**Convention des Nations Unies
Relative aux Droits de l'Enfant (Article 34)**

Dieu m'a donné une «boutique dans mon corps » pour que je travaille avec, afin que je puisse survivre à la pauvreté ... pourquoi ne puis-je l'utiliser pour gagner ma vie?

Une fille, Kenya

Au Liberia, 47% des parents croient que le sexe transactionnel amène les filles à abandonner l'école.⁶⁰

Les premiers signes que les filles avaient des relations sexuelles transactionnelles étaient le peu de concentration qu'elles montraient en classe ; ensuite la jeune fille se faisait renvoyer de l'école. Une fois que les filles tombent enceintes, c'est la fin de leurs études.

Un élève, Ouganda

Tous les enfants impliqués dans ces relations, et en particulier les filles, s'exposent à des risques considérables et se rendent très vulnérables.

Dans la grande majorité des cas, il existe un déséquilibre important du pouvoir entre les filles et les hommes ou les garçons avec lesquels elles ont ces rapports, et le risque de contracter le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles est élevé. Les grossesses précoces et non désirées en sont également une conséquence fréquemment citée, lesquelles, ajoutées aux risques pour la santé tant de la mère que de l'enfant, sont fortement liées à l'abandon scolaire des filles dans de nombreux pays.⁶²

Les grossesses précoces

Les grossesses précoces sont courantes en Afrique subsaharienne, avec plus de 50% des filles et des jeunes femmes devenant mères avant l'âge de 20 ans. Des études ont montré qu'un certain nombre de facteurs rendent les filles des écoles primaires et secondaires vulnérables aux grossesses précoces, notamment la pauvreté, le manque d'accès aux services et informations sur la santé sexuelle et reproductive, la prévalence de la violence sexuelle et du sexe transactionnel, les faibles niveaux d'éducation, et le mariage des enfants.⁶⁴



Pour la grande majorité des écolières, la grossesse signifie la fin de leurs chances, déjà minces, d'éducation. Au Libéria 61% des enfants ont déclaré connaître au moins une fille qui était tombée enceinte dans les deux dernières années scolaires, et seulement 5% ont déclaré que ces filles avaient repris leurs études.⁶⁵ En Ouganda, 57% des enfants ont identifié la grossesse comme principale cause de l'abandon scolaire chez les filles, ce chiffre s'élève à 58% en Guinée-Bissau et à 62% au Libéria.⁶⁶ Le manque de soutien dans les écoles, les attentes et les pressions socioculturelles de la maternité, le manque de services de garde d'enfants, la stigmatisation et l'intimidation par les camarades ont tous été déclarés comme étant les raisons qui rendent improbable le retour à l'école des jeunes mères après l'accouchement.⁶⁷

Les États...prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les filles qui tombent enceintes avant d'avoir achevé leur éducation aient la possibilité de la poursuivre compte tenu de leurs aptitudes individuelles.

**Charte Africaine des Droits
et du Bien-Être de l'Enfant (Article 11)**

Puisque personne ne prenait soin de moi, j'ai reçu de l'argent et des cadeaux des hommes; pour leur plaire, je devais avoir des relations sexuelles avec eux. C'est comme ça que je suis tombée enceinte à l'école ... au début je voulais avorter, mais en essayant j'ai failli mourir... quant à l'homme responsable de ma grossesse, il ne prend pas soin de moi, il ne me donne de l'argent que pour ma facture d'hôpital. Je me sens très triste de ne plus être à l'école, quand je vois mes amis vêtus de leurs uniformes, parfois je pleure. J'ai abandonné l'école à cause de cette grossesse et la vie m'est tellement insupportable.

Une fille, Ghana

De nombreux pays, dont le Malawi, le Kenya, le Ghana et le Libéria, ont modifié leur législation et politiques afin de reconnaître explicitement le droit des jeunes filles enceintes et des jeunes mères de rester à l'école. Toutefois, ces droits juridiques et politiques sont rarement mis en œuvre ou appliqués au niveau local. Les enquêtes de Plan ont également trouvé des rapports fréquents de filles enceintes qui sont forcées de se marier avec soit le père de l'enfant soit quelqu'un d'autre, même dans les cas où la grossesse est le résultat de relations sexuelles forcées.⁶⁹

Bien que certains cas nous aient été signalés à nous et également à la police, les accusations ont été retirées, des dispositions compensatoires ont été prises avec l'homme responsable, soit pour qu'il épouse la collégienne enceinte ou pour qu'il prenne en charge financièrement les besoins de l'enfant à naître

Un éducateur, Zimbabwe

Pour de nombreux parents, envoyer leurs filles à l'école équivaut à les exposer à des risques plus élevés de grossesse précoce: 84% des parents au Ghana et 91% en Ouganda ont identifié la grossesse comme un inconvénient pour l'éducation des filles, citant les «petits amis» et les autres élèves comme les principaux auteurs des grossesses des filles.⁷⁰

Garçons et filles sont envoyés à l'école de manière égale, mais les parents sont découragés par les grossesses précoces endémiques chez les filles

Un parent, Ouganda

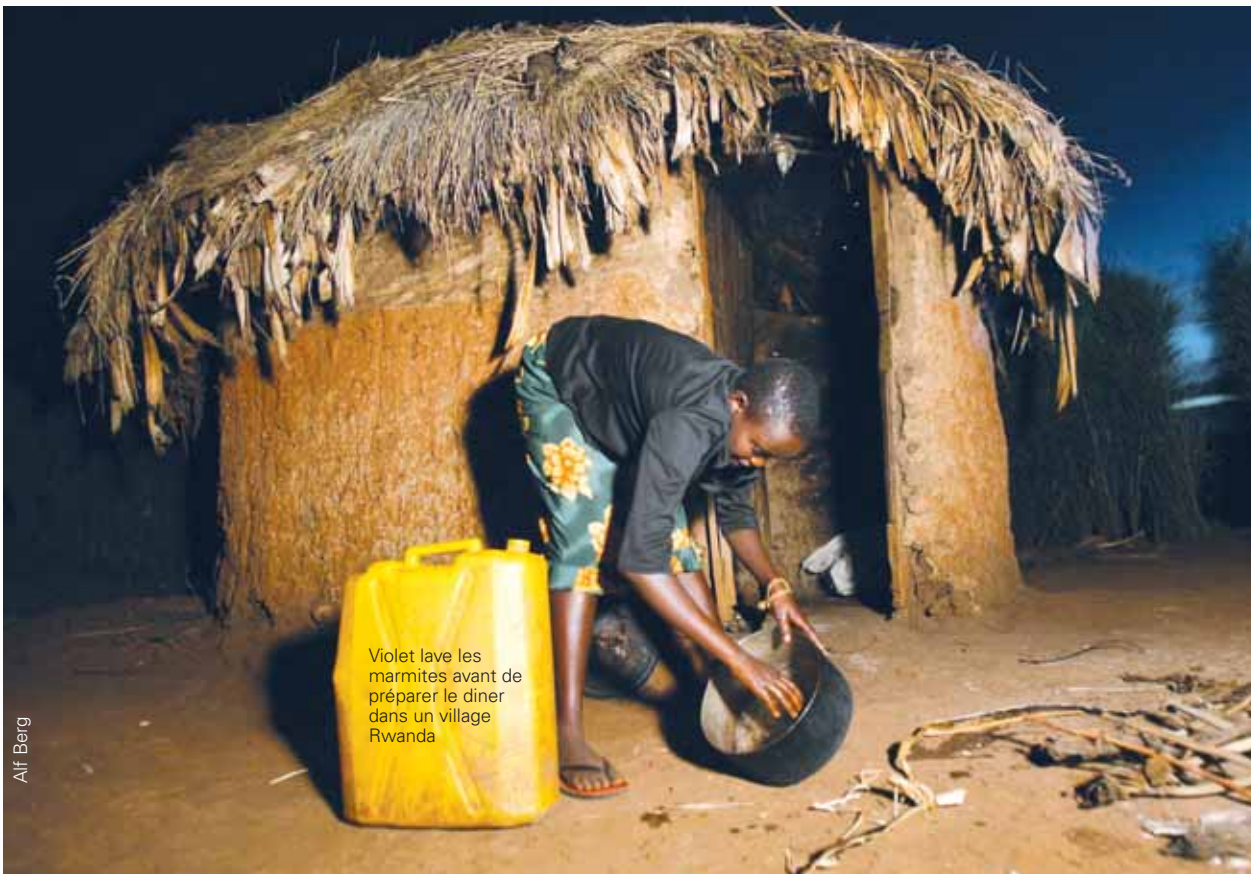
Les enseignants ont un rôle important à jouer à cet égard, car ils peuvent sensibiliser sur les risques et les conséquences d'une grossesse précoce dans les écoles, en éduquant sur la santé sexuelle et reproductive et en

garantissant protection et sécurité aux filles dans les écoles. Pourtant, il est à craindre qu'une minorité d'enseignants abusent de leur fonction d'agent de prise en charge: au Togo, au Mali et en Ouganda, les enseignants ont été identifiés par les enfants comme étant les auteurs de grossesses des filles dans 17%, 16% et 15% des cas respectivement.⁷¹ Les syndicats et les associations d'enseignants ont un rôle crucial à jouer pour prévenir de tels abus et pour renforcer les rôles positifs des enseignants dans la lutte contre les grossesses précoces.

Un certain nombre d'initiatives ont réussi à surmonter les obstacles à l'éducation que représentent les grossesses précoces. En Éthiopie, les comités de réintégration d'élèves ayant abandonné l'école ont été établis avec des représentants des élèves, des enseignants, des membres de l'administration scolaire, l'Association de parents d'élèves, le kebele

(district) et un enseignant issu de la communauté. Le comité examine les difficultés rencontrées par l'élève, et rend visite à ses parents ainsi qu'à l'élève elle-même, pour tenter de résoudre le problème et assurer son retour à l'école. Cette approche a contribué à la mise en œuvre de politiques nationales visant à permettre le retour des filles à l'école après l'accouchement.⁷²

Au Mali, des mesures ont été prises afin d'encourager les jeunes mères à retourner à l'école, elles sont notamment autorisées à quitter la classe pour allaiter leur enfant, elles reçoivent des laissez-passer gratuits pour aller aux centres de santé, elles sont dispensées de cours de sport et il est permis aux jeunes mères d'être en retard.⁷³ Au Libéria, la réadmission des jeunes mères dans les écoles est également encouragée par l'offre de services de garde d'enfants.⁷⁴



Violet lave les marmites avant de préparer le dîner dans un village Rwanda

Le mariage des enfants

Le mariage des enfants est souvent à la fois une cause et une conséquence de la grossesse précoce. Il est très répandu dans de nombreuses régions d'Afrique avec 60% des filles qui sont mariées avant l'âge de 18 ans au Niger, au Tchad et au Mali.⁷⁵ Cela se reflète également dans les cadres juridiques de certains pays, comme le Bénin et le Mali où l'âge minimum de mariage pour les filles est de 15 ans (mais 18 pour les garçons).⁷⁶ En Guinée-Bissau, les parents ont déclaré que des petites filles de 12 ans sont retirées de l'école pour être mariées et au Togo certaines filles sont promises en mariage dans la petite enfance et mariées une fois qu'elles atteignent l'adolescence.⁷⁷

Les mariages d'enfants et la promesse de jeunes filles et garçons en mariage sont interdits et des mesures effectives, y compris des lois, sont prises pour spécifier que l'âge minimal requis pour le mariage est de 18 ans et pour rendre obligatoire l'enregistrement de tous les mariages dans un registre officiel.

Charte Africaine des Droits et du Bien-Être de l'Enfant (Article 21)

Lorsque le père retire l'enfant de l'école pour le donner en mariage, l'enfant n'a plus aucune chance de retourner à l'école étant donné que ses parents disent qu'ils doivent respecter des traditions ancestrales

Inspecteur d'éducation, Guinée-Bissau



Une adolescente
en compagnie de
son enfant au Niger

La prévalence du mariage des enfants est étroitement liée à la pauvreté, les taux les plus élevés se produisant dans les pays ayant les PIB les plus bas, les plus bas niveaux de développement et dans les zones d'instabilité et de conflit.⁷⁸ Souvent les parents pauvres marient leurs filles en pensant que le mariage protégera et fournira à leur enfant un avenir sûr.⁷⁹ Cependant, comme la grossesse précoce, le mariage des enfants a des répercussions importantes sur l'éducation des filles. 33% des enfants interrogés au Sénégal et 25% au Mali l'ont identifié comme un facteur principal d'abandon de l'école par les filles, les parents, les enseignants et les enfants ayant déclaré que le mariage conduit à de fortes pressions sociales, domestiques et économiques qui contraignent les filles à abandonner leurs études et à remplir des rôles plus traditionnels d'épouses et de mères.⁸⁰

Les impacts négatifs du mariage des enfants ne concernent pas seulement les filles de manière individuelle, mais également la prochaine génération. Les enfants de jeunes mères sans instruction ont moins de chances de survivre à l'enfance, d'avoir un bon départ dans leur éducation, de réussir à l'école, ou de poursuivre au-delà des niveaux minimums de l'éducation.⁸¹ Les filles de mères non instruites sont particulièrement susceptibles d'abandonner l'école, de se marier jeunes, et de perpétuer le cycle.⁸²

Dans certaines communautés, la sensibilisation communautaire et les programmes de sensibilisation commencent à briser ce cycle. En Sierra Leone, Plan a apporté son appui aux élèves pour que ces derniers sensibilisent activement sur les questions du mariage des enfants, par des pièces de théâtre, l'éducation de leurs pairs et les médias. Les dirigeants communautaires et les organisations de la société civile ont également reçu une assistance pour engager les communautés à

discuter de la question. Cela a conduit à une réduction constatée des mariages d'enfants, à une augmentation de la rétention des filles à l'école, ainsi qu'à un nombre croissant de déclarations de filles refusant de se marier tant qu'elles n'ont pas terminé leurs études.⁸³

Le travail des enfants

Pour de nombreux enfants à travers l'Afrique, trouver suffisamment de temps pour étudier est une lutte permanente face aux lourdes charges de travail nécessaires à leur survie et celle de leurs familles. Ces charges sont souvent réparties selon les rôles sexués actuels: pour participer à la subsistance de la famille, les garçons des zones rurales de l'Éthiopie, par exemple, sont impliqués dans les travaux d'élevage, les travaux agricoles, ou s'engagent dans un petit commerce et d'autres activités génératrices de revenus, tandis que les filles accomplissent d'importantes tâches domestiques telles que la cuisine, aller puiser de l'eau et s'occuper des frères et sœurs ou membres de leur famille qui sont malades.

L'enfant est protégé de toute forme d'exploitation économique et de l'exercice d'un travail qui comporte probablement des dangers ou qui risque de perturber l'éducation de l'enfant ou de compromettre sa santé ou son développement physique, mental, spirituel, moral et social

**Charte Africaine des Droits
et du Bien-Être de l'Enfant (Article 15)**

Les enfants sont considérés comme des «moyens de rapporter de l'argent» et les parents attendent d'eux qu'ils gagnent un revenu pour la famille, ce qui peut nuire à leur assiduité scolaire et certains abandonnent.

Un enseignant, Éthiopie

En Guinée-Bissau, plus de 40% des filles interrogées ont déclaré qu'elles effectuaient plus de 5 heures de tâches ménagères chaque jour, ce qui fait qu'il leur est difficile

d'être assidues à l'école, de se concentrer en classe ou d'étudier à la maison. En conséquence, de nombreuses jeunes filles et enseignants ont indiqué que la pression des tâches ménagères est un facteur essentiel de l'absence des filles à l'école et de l'abandon éventuel de leurs études.

Ces pressions sont exacerbées pour les familles touchées par le VIH/SIDA, ce qui représente, pour les filles et les femmes, un lourd fardeau de soins à dispenser. Dans des conditions de pauvreté, en particulier pour les enfants orphelins, le potentiel de rémunération immédiate de leur travail est privilégié au détriment des bénéfices à long terme de l'éducation. Les filles sont alors confrontées à une double charge de tâches ménagères et d'activités génératrices de revenus pour leur famille.

Pour certaines filles, la nécessité de gagner un revenu implique d'être envoyées vers les centres urbains pour trouver du travail, ce qui isole et rend les jeunes filles extrêmement vulnérables. À Jimma, Éthiopie, les parents ont noté la tendance des filles à migrer vers le Moyen-Orient à la recherche d'emplois, et aussi bien au Zimbabwe qu'en Éthiopie, les parents et les éducateurs ont signalé des cas où les filles à la recherche de travail dans les villes ont été exposées à l'exploitation sexuelle et à l'industrie du sexe.

Dans ces circonstances, les chances, pour les filles, de poursuivre leurs études sont sérieusement compromises et des interventions spécifiques sont nécessaires pour répondre à leurs besoins. Au Niger et en Guinée, Plan a soutenu les écoles «de la deuxième chance» pour les enfants et les jeunes qui n'ont pas été scolarisés ou qui ont abandonné le système formel. Ces écoles visent à fournir une éducation de base qui permettra aux élèves de réintégrer le système formel ou de poursuivre une formation professionnelle.

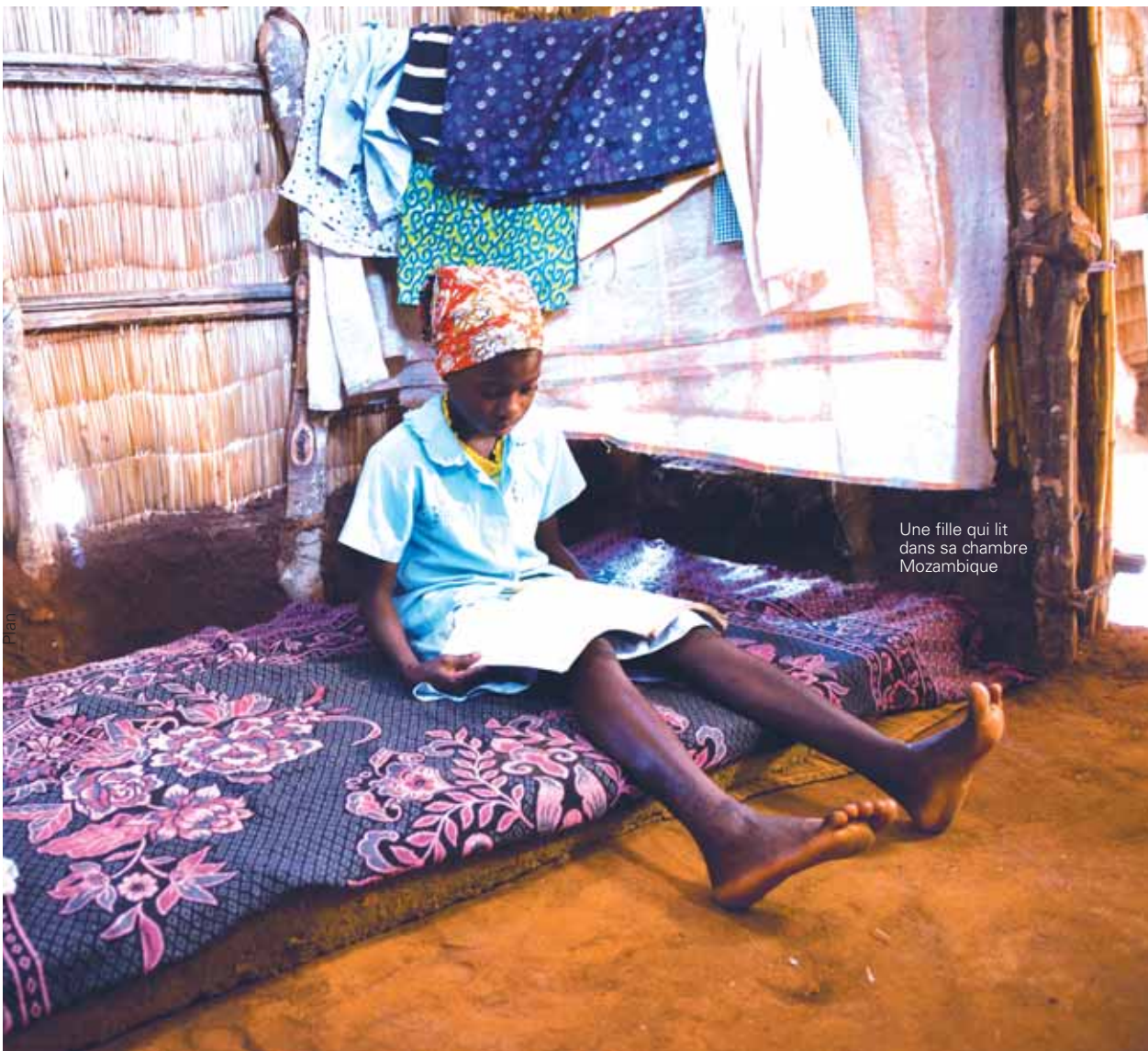
Ces approches éducatives plus flexibles et non formelles sont essentielles pour de nombreuses jeunes filles qui cherchent à sortir du cycle de la pauvreté et de l'exploitation.

Les distances à parcourir pour aller à l'école

L'introduction de l'éducation primaire gratuite a conduit à une expansion rapide des infrastructures scolaires dans de nombreux pays afin de faire face à la hausse des taux de scolarisation. Cependant, la demande dépasse toujours largement l'offre et les longues distances à parcourir pour atteindre l'école la plus proche reste l'une des principales raisons du manque d'assiduité selon 22% des enfants au Togo, 21% en Ouganda et 26% en Guinée-Bissau.⁹¹ La situation est particulièrement critique à l'école secondaire ; en Mauritanie et au Sénégal, la durée moyenne du trajet pour les élèves du secondaire est de 80 minutes.⁹²

La question de la distance est particulièrement préoccupante pour les filles en raison des considérations de sécurité et de sûreté sur ces trajets. En Éthiopie, les parents ont noté que la vulnérabilité des filles à la violence et aux abus sexuels pendant le voyage a été un facteur clé de l'abandon de l'école par leurs filles. Au secondaire, les possibilités dans les zones rurales comprennent des internats ou des locations de chambres, en ville. Ces deux options impliquent, toutefois, des coûts supplémentaires qui doivent être supportés par les budgets familiaux limités. Les parents ont également souligné les risques d'exploitation sexuelle et de violence auxquels les filles font face en vivant seules dans les villes.⁹³

De nombreux gouvernements et partenaires au développement investissent dans des projets d'envergure de construction d'écoles. Un certain nombre d'approches innovatrices aident à faire en sorte que ceux-ci répondent aux besoins de chaque collectivité. Au Libéria



Une fille qui lit
dans sa chambre
Mozambique

et au Sénégal, Plan travaille avec des Comités Consultatifs et des Comités de Mise en Œuvre composés de membres de la communauté afin de s'assurer que les activités liées aux infrastructures sont basées sur les connaissances locales des besoins géographiques et qu'elles sont coordonnées avec d'autres projets d'infrastructures du gouvernement.

Au Togo, en Guinée, au Ghana et au Libéria, les projets de construction d'écoles ont été placés directement sous les mécanismes de gestion

communautaire, offrant une meilleure durabilité, la responsabilisation des communautés, l'appropriation ainsi que le développement des capacités et des compétences des membres de la communauté.⁹⁴

Dans le village ... il manque des écoles - nous pouvons voir au fait que les enfants doivent parcourir 7 à 12 km pour aller à l'école et doivent donc arrêter l'école s'ils ne sont pas hébergés en ville, pendant la semaine.

Un enseignant, Guinée-Bissau



La qualité de l'éducation?

La réalité dans les écoles

Pour de nombreuses filles à travers l'Afrique, la seule entrée à l'école peut représenter un combat. Cependant, le défi ne s'arrête pas là. Pour nous assurer que les filles connaissent l'expérience d'autonomisation et de transformation que l'éducation peut offrir, nous devons également examiner l'expérience des filles dans les écoles. Les mesures nationales et internationales d'apprentissage n'arrivent pas à nous donner une idée exacte de ce que les enfants apprennent et comment ils le font.⁹⁵ Nous savons cependant que les facteurs liés aux milieux scolaires, à la protection de l'enfant et aux enseignants ont un impact sur les résultats d'apprentissage de tous les enfants, mais surtout sur ceux des filles.⁹⁶

Les enseignants

L'un des facteurs les plus importants dans la garantie d'une éducation de qualité et de résultats d'apprentissage est d'avoir un



Sigrid Spinnox

Des enseignants qui reçoivent une formation pour améliorer la qualité de l'enseignement – Togo

nombre suffisant d'enseignants qualifiés, bien soutenus et motivés. De nombreux pays ont du mal à répondre à la demande croissante d'enseignants étant donné que le nombre d'élèves inscrits a rapidement augmenté. Pour alléger cette pression, des enseignants non qualifiés ont été appelés en renfort, ils n'avaient souvent aucune formation ou alors très peu. Pourtant, les effectifs des classes restent élevés sur le continent et 1,1 million d'enseignants sont encore requis en Afrique subsaharienne pour atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015.⁹⁷

Les enseignantes sont particulièrement sous-représentées, en particulier au secondaire. En Afrique subsaharienne, au primaire, 43% des enseignants sont des femmes et seulement 29% au secondaire, ce chiffre descend jusqu'à 7% au Togo et 4% au Liberia.⁹⁸ Ces statistiques masquent encore plus les disparités locales, avec des difficultés à attirer et retenir les enseignants de sexe féminin dans les régions rurales en raison de problèmes de sécurité et de mobilité.⁹⁹

Des initiatives spécifiques et un effort intense pour améliorer le pourcentage de femmes enseignantes dans l'enseignement secondaire et supérieur sont nécessaires.

Biennale 2008 de l'ADEA consacrée à l'Éducation en Afrique

À l'école, j'ai un problème avec le fait que les salaires de nos enseignants ne soient pas payés à temps. Chaque fois que leurs salaires sont en retard, ils ne viennent pas à l'école, parfois pendant des mois ou des semaines jusqu'à ce qu'ils soient payés. Donc je dois rester à la maison jusqu'à ce que les enseignants soient payés et prêts à reprendre leur travail.

Une élève, Liberia

Il y a de nombreuses preuves de l'influence positive que les enseignantes peuvent avoir sur la scolarisation des filles, leur rétention à l'école et les résultats d'apprentissage.¹⁰⁰ Bien formées, soutenues et motivées, les enseignantes peuvent agir comme des modèles de fonction professionnelle pour les filles, en leur offrant une alternative aux rôles traditionnels des femmes dans la communauté. La présence d'enseignantes dans les écoles peut aussi aider à créer un environnement d'apprentissage plus «accueillant pour les filles», dans lequel les besoins et points de vue des filles sont plus susceptibles d'être compris et traités.¹⁰¹

Objectif: éliminer les disparités entre les sexes et assurer l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des filles et des femmes à travers le système éducatif

La Seconde Décennie de l'Éducation en Afrique (2006-2015)

Les politiques du gouvernement du Zimbabwe ont augmenté le taux de scolarisation, cependant l'expérience des filles dans l'éducation est unique et varie selon qu'elles sont dans des zones urbaines ou des zones rurales - elles ont besoin d'environnements scolaires favorables et des modèles de fonction professionnelle. Telle est la réalité au Zimbabwe et en Afrique en général

Directeur Pays d'une ONG, Zimbabwe

Ces impacts positifs peuvent être renforcés par la représentation de femmes aux postes de décision - à la fois dans les écoles et à l'extérieur de ces écoles.¹⁰² Le gouvernement du Kenya a introduit un objectif d'au moins 30% de femmes représentées parmi les employés occupant des postes de direction dans le secteur public, notamment parmi les directeurs d'école. Bien que le gouvernement ait du mal à atteindre cet objectif, des structures sont peu à peu construites pour accroître la présence des femmes dans la profession enseignante.¹⁰³

De nombreux gouvernements et partenaires au développement sont impliqués dans l'offre de formation initiale, de formation continue et de formation à distance aux enseignants, cette offre privilégie les enseignantes et leur apporte un soutien supplémentaire.¹⁰⁴

Des mesures incitatives, telles que l'hébergement et les allocations financières, ont également été mises en place pour attirer les enseignants dans les zones rurales. Pourtant, la demande soutenue et élevée d'enseignants, en particulier d'enseignantes, suggère qu'il faut rapidement multiplier de telles initiatives.

Des approches et matériels sexospécifiques

S'assurer qu'il y a suffisamment d'enseignants dans les écoles est une étape importante. Il est également important de s'assurer que l'enseignement qu'ils offrent est de bonne qualité et qu'il respecte l'égalité entre les sexes. À l'école, les filles sont souvent victimes de discrimination par les enseignants qui, souvent inconsciemment, perpétuent les normes socioculturelles actuelles de l'inégalité entre les sexes et accordent une plus grande valeur à l'éducation des garçons.¹⁰⁵



Filles assises sous un arbre à l'heure de la pause pour étudier – Addis Ababa, Ethiopie

Les pratiques pédagogiques doivent répondre aux besoins d'apprentissage individuels des filles et doivent être mises en place dans un environnement d'apprentissage sûr et positif. Des rapports élèves /enseignant élevés et un encadrement inadéquat des enseignants en font un défi, mais grâce à des systèmes de formation continue et l'amélioration des systèmes de soutien scolaire, les enseignants sont en train de développer leurs capacités professionnelles. Le modèle de Pédagogie Sensible au Genre du Forum des éducatrices africaines (FAWE), offre une formation aux enseignants pour leur permettre de prendre conscience des sexospécificités. Il apporte aux enseignants les compétences et les connaissances pratiques pour comprendre et répondre aux besoins spécifiques d'apprentissage des élèves et pour encourager la participation égale des filles et des garçons en classe. Le modèle a été introduit dans 13 pays africains et a conduit à une amélioration de la rétention, de la participation et de la performance des filles à l'école ainsi qu'à une l'amélioration des relations entre les sexes.¹⁰⁶

Il est également important d'offrir des possibilités de participation des filles et des femmes dans la gouvernance et la gestion de l'école, non seulement pour assurer un environnement scolaire favorable aux filles, mais également pour offrir aux filles et aux femmes les compétences et les opportunités pour leur propre émancipation. Les initiatives comprennent le renforcement des associations de parents-enseignants et les structures de participation des enfants, telles que des administrations et conseils d'écoles soutenus par Plan au Burkina Faso et au Sénégal.¹⁰⁷

Les enquêtes ont également indiqué que les rôles traditionnels et discriminatoires de genre peuvent être renforcés par les programmes nationaux et locaux et le matériel pédagogique. Partout en Afrique, les partenaires au développement et les gouvernements collaborent à la révision des programmes et manuels scolaires afin de s'assurer qu'ils sont

Les États...prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives pour protéger l'enfant contre toute forme de tortures, traitements inhumains et dégradants, et en particulier toute forme d'atteinte ou d'abus physique ou mental, de négligence ou de mauvais traitements, y compris des sévices sexuels lorsqu'il est confié à la garde d'un parent, d'un tuteur légal, de l'autorité scolaire ou de toute autre personne ayant la garde de l'enfant.

**Charte Africaine des Droits
et du Bien-Être de l'Enfant (Article 16)**

J'ai eu un problème avec un professeur qui voulait sortir avec moi et j'ai refusé. Il retient toujours des points sur mes notes parce que je n'ai pas voulu sortir avec lui.

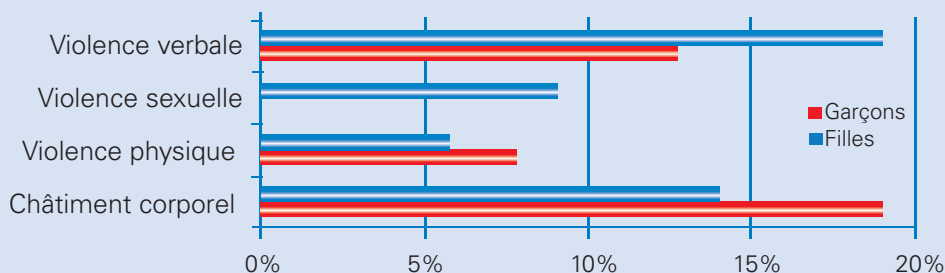
Une élève, Mali

pertinents et qu'ils tiennent compte de la sexospécificité, qu'ils ne contiennent pas de préjugés sexistes ni de stéréotypes, et qu'ils transmettent une image positive des jeunes filles et des femmes.¹⁰⁹

La violence dans les écoles

Il est évident qu'une éducation de qualité peut contribuer de manière significative à la protection des filles contre la violence et renforcer leur capacité à résister aux abus.¹¹⁰ Les enseignants jouent un rôle essentiel dans la protection des enfants à l'école et dans la communauté et cette protection est de plus en plus intégrée dans les programmes de formation des enseignants. Cependant, les enquêtes indiquent que de nombreux enfants, et en particulier les filles, sont toujours victimes de violences et d'exploitation par leurs camarades et leurs enseignants au sein et autour des écoles.¹¹¹ En République Démocratique du Congo, 46% des filles interrogées disaient qu'elles avaient déjà été victimes de harcèlement sexuel, d'abus et de violence à l'école, et au Niger, 88% des enseignants ont confirmé que certains enseignants avaient des relations sexuelles avec des élèves dans leurs écoles.¹¹²

Types de violence en milieu scolaire cités par les enfants en Ouganda ¹¹³



La nature de la violence subie par les filles et les garçons varie selon le contexte, mais comprend des niveaux élevés de châtiments corporels et de violence verbale, physique et sexuelle.¹¹⁴ Dans les enquêtes de Plan, les enseignants ont été cités comme étant les principaux auteurs de violence dans les écoles par plus de 80% des enfants de Guinée-Bissau, Sénégal, Ghana et au Togo. Au Ghana, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Mali, au Sénégal et en Ouganda, les enfants ont déclaré qu'il y avait une pratique selon laquelle certains enseignants contraignaient les filles à des actes sexuels en échange de bonnes notes.¹¹⁵ En Afrique de l'Ouest, les enfants ont inventé l'expression 'moyennes sexuellement transmissibles', pour désigner cette pratique, en faisant un jeu de mots avec l'acronyme MST (maladies sexuellement transmissibles).¹¹⁶

Des lois existent dans ces pays pour prévenir et réprimer la violence enseignant-élève, mais sont rarement efficacement appliquées. Au Mali, par exemple, les châtiments corporels sont interdits, mais seraient toujours une pratique très répandue. Les sanctions sont rarement appliquées aux enseignants de sexe masculin lorsqu'on constate qu'ils ont des relations sexuelles avec des jeunes filles, à part

une mutation occasionnelle de l'enseignant dans une nouvelle école dans une autre région.¹¹⁷ De même, au Togo, il y a des lois et des sanctions pour protéger les filles contre la violence sexuelle exercée par des enseignants, mais le manque d'application se traduit par un suivi rare des cas de violence sexuelle.¹¹⁸

En outre, la qualité ou l'absence des infrastructures de base dans les écoles laissent souvent les filles sans protection et vulnérables aux attaques. Des études indiquent que les filles aussi bien que les enseignantes présentent des risques plus élevés de harcèlement et d'abus dans les écoles sans latrines séparées, avec de mauvaises installations d'eau et de mauvaises conditions sanitaires, un mauvais éclairage et des environnements peu sûrs.¹¹⁹

Les syndicats d'enseignants jouent un rôle important dans de nombreux pays dans la lutte contre la violence dans les écoles, à travers l'offre de formation pour les enseignants, la sensibilisation, le lobbying pour une législation plus stricte et le soutien apporté aux enseignants afin qu'ils puissent offrir des environnements scolaires plus sûrs aux enfants et en particulier aux filles.¹²⁰

Apprendre Sans Peur : La campagne mondiale de Plan pour mettre un terme à la violence dans les écoles

En 2008, Plan a lancé sa campagne pionnière mondiale pour mettre un terme à la violence contre les enfants dans les écoles - Apprendre Sans Peur. La campagne, qui a mis l'accent sur la nécessité de mettre fin à la violence sexuelle, l'intimidation et les châtiments corporels, a rencontré un formidable écho dans le monde entier. Plan travaille à tous les niveaux - mondial, régional, national et local - pour s'assurer que les écoles sans violence soient une priorité pour les gouvernements et toutes les personnes impliquées dans l'éducation et les droits des enfants. Le travail de plaidoyer et de la campagne Apprendre Sans Peur ont entraîné des résultats très positifs pour les enfants du monde entier:

- De nouvelles lois et politiques visant à protéger plus de 485 millions d'enfants contre la violence scolaire ont été adoptées
- Près de 53 000 enseignants ont été formés à des méthodes pédagogiques non violentes
- Plus de 30 000 écoles sont directement impliquées dans la campagne
- Plan travaille avec des syndicats d'enseignants dans 20 pays, dans lesquels ils jouent un rôle essentiel dans la diffusion des messages de la campagne.
- 311501 personnes ont assisté à la sensibilisation sur les objectifs de la campagne, aidant ainsi à changer les croyances et les attitudes sur la violence à l'égard des enfants.





Des défis complexes, des solutions intégrées

Les enquêtes de Plan ont montré que les obstacles à l'accès, la rétention, la participation et le rendement à l'école des filles sont complexes et dynamiques. Pour beaucoup de filles en Afrique, la pauvreté associée aux attitudes envers le genre les exclut des possibilités d'éducation qui pourraient leur permettre de sortir d'un cercle vicieux de pauvreté et de vulnérabilité.

Pour relever les défis nombreux et interdépendants de l'éducation des filles qui ont été mis en évidence dans le présent rapport, il faudra apporter une réponse coordonnée et holistique, englobant à la fois le système éducatif et les facteurs contraignants dans les communautés et la société en général.

Les parties prenantes, à tous les niveaux, doivent être engagées dans cette réponse: des individus et des organisations de la société civile travaillant sur le terrain aux décideurs nationaux et internationaux.

Plan reconnaît que chacun de ces acteurs a son propre rôle à jouer pour veiller à ce que toutes les filles en Afrique aient non seulement la possibilité d'aller à l'école, mais également la chance de recevoir une éducation qui leur donnera les compétences et les atouts essentiels pour déterminer et préserver son propre avenir. Au niveau gouvernemental, les ministères doivent travailler ensemble pour coordonner les efforts de lutte contre les barrières sociales, économiques et politiques à l'éducation des filles qui recourent plusieurs



Lars Scholtyssyk

Fille dans une école appuyée par Plan dans le village de Garplay – Nymba, Libéria

secteurs. Les écoles doivent également assumer la responsabilité d'offrir un environnement sûr et respectant l'égalité des sexes, où les filles peuvent obtenir des qualifications et des compétences pour s'assurer l'avenir qu'elles auront choisi. Dans le même temps, les filles doivent être habilitées à jouer un rôle actif dans la sécurisation de leur propre avenir et les communautés doivent être encouragées à participer et à soutenir leur propre développement en modifiant leurs attitudes culturelles et sociales envers les femmes. Les interventions des ONG et les organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir et défendre ces changements sociaux et économiques et pour promouvoir la responsabilisation de la communauté au niveau national.

Les partenariats stratégiques de Plan:

Plan s'est engagé, à travers l'Afrique, dans un certain nombre de partenariats stratégiques avec des organisations différentes afin de promouvoir une approche coordonnée et holistique de l'éducation des filles. Ces partenariats permettent à Plan d'aborder les questions liées à l'éducation des filles à partir d'un certain nombre de niveaux différents et à travers divers secteurs. Les partenaires de Plan comprennent:

Forum Africain des Femmes Educationalistes (FAWE) : www.fawe.org

Qui travaille avec des enseignants, élèves, écoles et communautés pour transformer l'environnement dans lequel les filles apprennent

FAWE est une organisation panafricaine dont la mission est de créer des attitudes, politiques et pratiques positives dans la société, qui favorisent l'équité pour les filles en termes d'accès, de rétention, de performance et de qualité, en influençant la transformation des systèmes éducatifs en Afrique. FAWE utilise des stratégies innovantes, telles que le lancement de centres d'excellence, la promotion de l'apprentissage démocratique et les compétences en leadership dans le programme d'autonomisation des jeunes de Tuseme et la formation des enseignants en Pédagogie Sensible au Genre.

FAWE croit que l'autonomisation des filles et des femmes par l'éducation apporte d'immenses avantages non seulement au niveau individuel, mais également à la communauté et au pays.

Réseau Africain de Campagne pour l'Éducation pour tous (ANCEFA) : www.ancefa.org

Société civile travaillant à l'Éducation pour Tous

Comprenant des organisations de la société civile de 34 pays africains, ANCEFA (Réseau Africain de Campagne pour Éducation pour tous) est un réseau qui travaille à apporter une contribution efficace - et africaine - à l'EPT, le réseau fait campagne pour amener les gouvernements à faire de l'éducation une priorité, accroître le financement de l'éducation, agir avec une plus grande responsabilité en matière d'éducation et étendre l'accès à l'éducation.

Pour ANCEFA, il ne fait aucun doute qu'un manque d'éducation contribue à conduire les filles dans un cycle de pauvreté, de manque de santé, d'analphabétisme et de sentiment d'impuissance. L'Afrique ne peut ignorer l'importance de l'éducation des filles pour s'assurer un développement durable, c'est pourquoi ANCEFA plaide pour que les gouvernements africains prévoient des fonds dans leurs budgets pour les filles.

Aide et Action : www.aide-et-action.org

Aide et Action œuvre pour un monde où la dignité est garantie pour tous - femmes, hommes et enfants - grâce à l'éducation qui conduit au développement humain. C'est pourquoi Aide et Action a fait de l'éducation des filles et des femmes l'un de ses thèmes prioritaires. Comme les femmes et les filles sont les plus exclues de l'éducation, Aide et Action est convaincue que le développement et l'éducation de qualité pour tous dépendra dans une large mesure de l'autonomisation des femmes.

Pour atteindre ces objectifs, Aide et Action met en œuvre des stratégies qui mettent l'accent sur le travail de terrain et le plaidoyer pour promouvoir le respect du droit des filles et des femmes à l'éducation, ainsi que la formation et l'entrepreneuriat pour les femmes.





Recommandations de politiques aux gouvernements nationaux :

Comme le montre ce rapport, la promotion du droit des filles à l'éducation nécessitera l'engagement de tous. Avec la campagne "Parce que je suis une fille", Plan souhaite créer un mouvement social pour l'égalité entre les sexes, et voir les gouvernements nationaux prendre l'initiative, en tant que premiers responsables chargés de garantir le respect des droits de tous les enfants. Les gouvernements devront engager des réformes de politiques et augmenter le financement afin de s'assurer que les politiques éducatives offriront à toutes les filles une éducation de qualité. En plus de cela, les gouvernements doivent réaliser les réformes de politiques et juridiques nécessaires pour éliminer les facteurs sociaux entravant l'accès des filles à l'éducation. Pour finir, les gouvernements sont encouragés à s'engager et à travailler avec la société civile afin de créer les changements sociaux nécessaires pour garantir le droit à l'éducation pour tous les garçons et les filles - à l'horizon 2015 et au-delà.

1. Entreprendre un examen de la question du genre des Plans Gouvernementaux du Secteur de l'Éducation et soutenir des cadres juridiques et des politiques pour s'assurer que toutes les filles terminent avec succès au moins 9 ans d'éducation de qualité, y compris soutenir des actions dans les domaines suivants:

a. Des milieux éducatifs favorables aux filles:

i. Garantir des milieux éducatifs sûrs et favorables aux filles en inspectant les écoles pour déterminer si elles sont assez accueillantes pour les filles; exiger que les écoles adoptent des politiques qui font participer les élèves aux prises de décision et qui renforcent la capacité des filles à participer à la gouvernance scolaire; développer/renforcer et appliquer la législation concernant la violence scolaire sexospécifique, notamment les codes de conduites obligatoires à l'école et pour les enseignants, ainsi que les mécanismes de responsabilisation et de suivi.

ii. Assurer un nombre suffisant d'enseignants qualifiés, motivés et outillés, particulièrement des enseignantes, en leur offrant des avantages ou en leur apportant plus d'aide afin de les attirer et de les retenir; s'assurer que tous les enseignants reçoivent un salaire décent et sont dans des conditions adéquates; renforcer les processus de gestion et de gouvernance des enseignants. Une formation de qualité doit être fournie à tous les enseignants, cette formation doit couvrir les droits de l'enfant, les méthodes de discipline positive, une éducation complète sur la santé sexuelle et reproductive, et des approches pédagogiques sensibles au genre.



Enock Chinyenze

Une élève
Sud Soudan



Une fille qui
fabrique du savon
– Guinée Bissau

Plan

iii. Examiner et réviser le matériel pédagogique et le programme d'enseignement afin de s'assurer qu'ils sont exempts de stéréotypes et de préjugés liés au genre, et qu'ils répondent aux besoins des filles.

iv. Renforcer l'éducation sexuelle et reproductive dans son ensemble, en s'assurant qu'elle constitue une partie essentielle du programme d'études et qu'elle est comprise dans la formation des enseignants et dans la gestion de l'école.

v. Développer des options souples et non formelles d'enseignement pour les jeunes mères et enfants exclus, notamment des dispositions pour la prise en charge des enfants, et renforcer les systèmes permettant une transition plus facile de l'éducation non formelle à l'éducation formelle.

b. Les barrières socioculturelles à l'éducation des filles :

i. Renforcer les campagnes d'information du service public et le plaidoyer communautaire en matière d'éducation des filles et de normes sexospécifiques dangereuses et complexes, en partenariat avec les filles et les femmes, les garçons et les hommes, les communautés, les parents et les autorités locales. Cette démarche doit s'appuyer sur la recherche axée sur les

questions sensibles et les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et le sexe de nature transactionnelle, ainsi que leurs impacts sur l'éducation des filles (et des garçons).

ii. Renforcer l'application des politiques visant à permettre aux filles enceintes et aux jeunes mères de rester à l'école.

iii. Prendre les mesures appropriées pour prévenir le mariage des enfants, notamment par une modification de la législation et des politiques, des mécanismes renforcés de suivi et d'application, et par la sensibilisation sur les risques et les dangers du mariage des enfants et sur l'éducation des filles.

C. La capacité du gouvernement à soutenir l'éducation des filles :

i. S'assurer de l'efficacité de la diffusion et de la mise en œuvre de la politique de l'éducation par des plans réalistes à tous les niveaux et qui prennent en compte les contraintes budgétaires. Les politiques doivent être soutenues par des systèmes de suivi & évaluation bénéficiant de ressources suffisantes, ainsi que par le renforcement des mécanismes d'application des politiques.

ii. Contrôler et améliorer les résultats d'apprentissage à travers le développement de systèmes d'apprentissage nationaux sensibles au genre, et à travers le suivi de l'apprentissage aux niveaux national et infranational en utilisant des méthodes qui fournissent des données ventilées par sexe.

2. Améliorer le financement de l'éducation des filles :

- Examiner les allocations budgétaires actuelles pour combler les lacunes de financement identifiées par l'examen de la question des sexes des Plans du Secteur de l'Éducation.
- Affecter au moins 11.4%* du budget national à l'éducation pré primaire, primaire et au premier cycle du secondaire.
- Financer au moins 9 ans+ d'éducation obligatoire et gratuite pour tous et éliminer progressivement les autres obstacles financiers que rencontrent les filles.
- Protéger les budgets nationaux de l'éducation contre les mesures d'austérité,

reconnaissant ainsi que l'éducation est à la base de la croissance économique.

- Améliorer la planification et la gestion des ressources allouées à l'éducation et assurer la transparence, la responsabilisation et une tolérance zéro de la corruption.
- Renforcer la base d'imposition à tous les niveaux afin de financer les augmentations du budget de l'éducation.

3. Aider au développement d'un cadre post OMD efficace qui maintient une forte priorité sur l'éducation en tant qu'objectif et qui:

- Adopte une approche d'égalité et comprend des indicateurs de l'égalité des sexes, à la fois quantitatifs et qualitatifs.
- Redéfinit l'éducation de base pour y inclure l'éducation post-primaire.
- Met l'accent sur la qualité de l'apprentissage en plus de l'inscription et de l'accès à l'éducation.

* Il s'agit de la dépense budgétaire moyenne nationale des pays à faible revenu en matière d'éducation.
+ Couvrant à la fois l'enseignement primaire et le passage vers le premier cycle de l'enseignement secondaire

Petites filles qui habitent au Caire, en Egypte





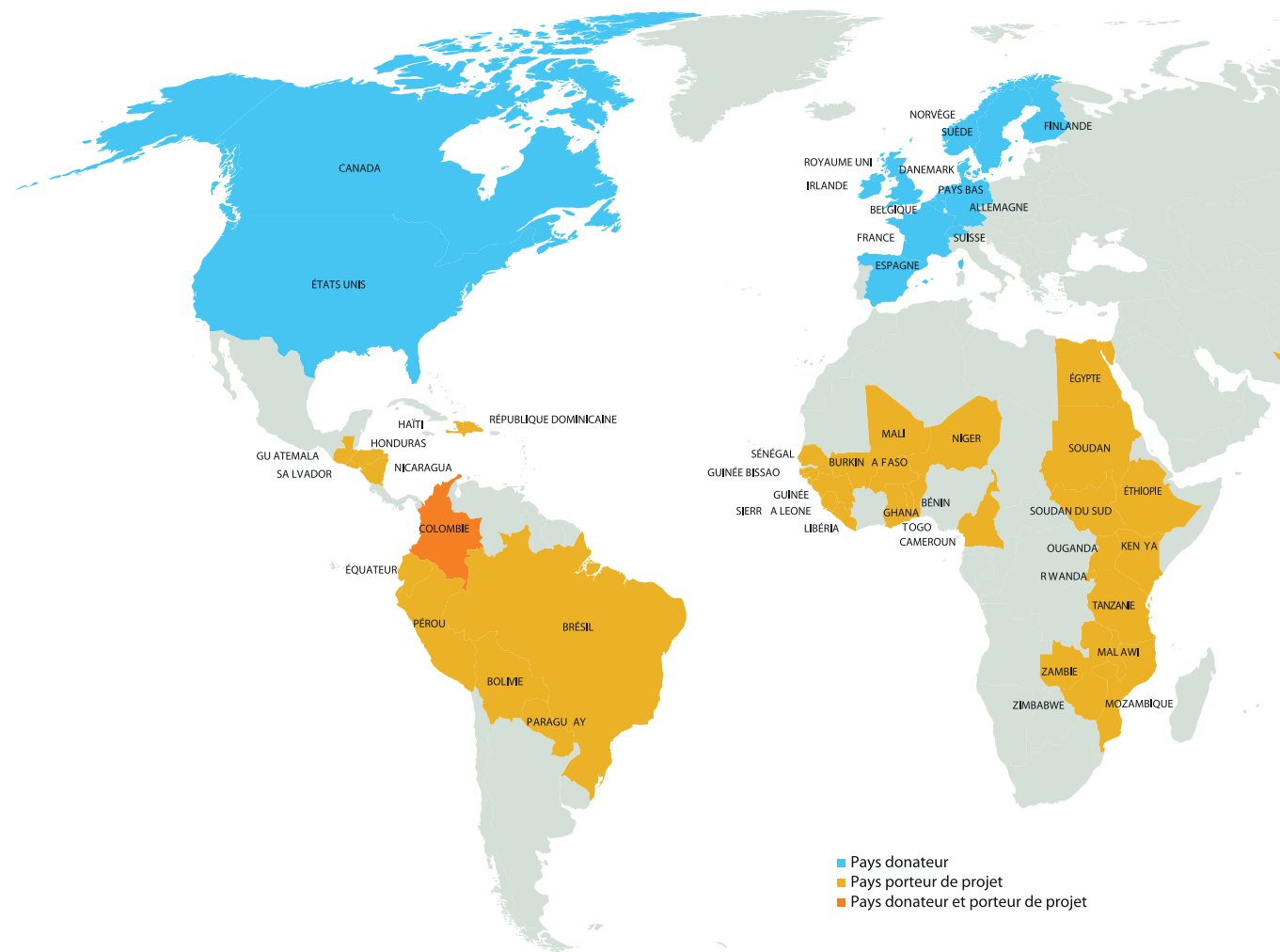
Références bibliographiques

- 1 GCE/RESULTS (2011), Make it Right: Ending the crisis in girls' education, Oxford, UK, Global Campaign for Education & RESULTS Educational Fund
- 2 Ibid.
- 3 Plan RESA (2012), 'BIAAG. Girls' access, retention and completion of primary and secondary school: what are the influencing factors in RESA? Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Overall report. Girls' retention and performance in primary and secondary education: makers and breakers'
- 4 Ibid.
- 5 Ibid.
- 6 Plan International (2012), Because I am a Girl: the state of the world's girls 2012. Learning for Life, Woking, UK, Plan International
- 7 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 8 UNESCO (2007), Education for All Global Monitoring Report 2007: Strong foundations: Early childhood care and education, Paris, France, UNESCO
- 9 GCE/RESULTS (2011), Make it Right
- 10 UNESCO (2011), EFA Global Monitoring Report 2011
- 11 Ibid.
- 12 Ibid.
- 13 Ibid.
- 14 Ibid.
- 15 Figures calculated from UNESCO Institute of Statistics data centre
<http://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx>.
Regional categorization of countries is from UN stats:
<http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49regin.htm#africa>.
- 16 Ibid.
- 17 UNESCO (2011), Regional overview, sub-Saharan Africa, EFA Global Monitoring Report 2011, Paris, France, UNESCO
- 18 UNESCO (2011), EFA Global Monitoring Report 2011
- 19 Ibid.
- 20 Plan International (2011), Global Advocacy Strategy. Because I am a Girl: Global Campaign, Woking, UK, Plan International
- 21 UNESCO (2011), EFA Global Monitoring Report 2011
- 22 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Uganda Country Report'
- 23 UNESCO (2011), EFA Global Monitoring Report 2011
- 24 The Global Partnership for Education (2011), 'Strategic Directions for the Global Partnership for Education', Washington DC, USA, Global Partnership for Education
- 25 Of 53 African countries, only 14 have statistics for completion in 2009, and only 11 in 2008. UNESCO Institute for Statistics, Data centre
<http://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx>.
- 26 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 27 Plan International (2012), Because I am a Girl 2012
- 28 Uwezo (2010), Are our children learning? Annual learning assessment report, Tanzania 2010, Dar es Salaam, Tanzania, Uwezo
- 29 Brookings (2011), A Global Compact on Learning: Taking Action on Education in Developing Countries, Washington D.C., Brookings Institution, Centre for Universal Education
- 30 Plan UK (2012), 'Girl Friendly Teaching: Investigating the classroom practices that promote girls' learning', research paper for Plan UK
- 31 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 32 International (2012), Because I am a Girl 2012
- 33 Sabates, R. et al (2010), 'School Drop Out: Patterns, Causes, Changes and Policies', Background paper prepared for the Education for All Global Monitoring Report 2011
- 34 Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 35 Ibid.
- 36 Ibid.
- 37 Ibid.
- 38 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 39 Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 40 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 41 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Mali Country Report'
- 42 RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 43 Behrendt, A. (2010), 'Evaluation report: the impact of Plan West Africa's youth media work on girls' and boys' empowerment'; Plan West Africa; http://planchildrenmedia.org/spip.php?page=library2&type=106&page_en_cours=mediaproject&id_article=1099&id_rubrique=2
- 44 Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 45 GCE/RESULTS (2011), Make it Right
- 46 Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 47 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Liberia Country Report'
- 48 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Guinea-Bissau Country Report'
- 49 Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'; Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 50 Plan International (2012), Because I am a Girl 2012
- 51 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Zimbabwe Country Report'
- 52 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Malawi Country Report'; Plan RESA (2012), 'BIAAG: Kenya Country Report'
- 53 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'

- 54 See for example, Luke, N. (2002), 'Cross-generational and transactional sexual relations in Sub-Saharan Africa: Prevalence of behavior and implications for negotiating safer sexual practices', Washington DC, USA, ICRW and PSI; Wamoyi, J., Wight, D. et al (2010), 'Transactional sex amongst young people in rural northern Tanzania: an ethnography of young women's motivations and negotiation', *Reproductive Health Journal*, 7(2).
- 55 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 56 Ibid.
- 57 Ibid.
- 58 Ibid.
- 59 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Malawi Country Report'; Plan RESA (2012), 'BIAAG: Kenya Country Report'
- 60 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Liberia Country Report'
- 61 Plan WARO (2012), 'Literature review: Girls' retention and performance in primary and secondary education: makers and breakers'
- 62 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 63 WHO (2007), *Adolescent pregnancy – unmet needs and undone deeds*, Geneva, Switzerland, WHO
- 64 Plan WARO (2012), 'Literature review'
- 65 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Liberia Country Report'
- 66 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 67 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 68 Ibid.
- 69 Ibid.
- 70 Ibid.
- 71 Ibid.
- 72 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Ethiopia Country Report'
- 73 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Malawi Country Report'
- 74 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Liberia Country Report'
- 75 UNICEF (2005) *Early Marriage: A Harmful Traditional Practice*. New York, USA, UNICEF
- 76 Plan WARO (2012), 'Literature review'
- 77 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 78 UNFPA *Child Marriage Factsheet* (2005)
http://www.unfpa.org/swp/2005/presskit/factsheets/facts_child_marriage.html
- 79 Ibid.
- 80 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 81 UNICEF (2005) *Early Marriage: A Harmful Traditional Practice*. New York, USA, UNICEF
- 82 Ibid.
- 83 Plan Sierra Leone (2011), 'Country Programme Progress Report 2011'
- 84 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 85 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Ethiopia Country Report'
- 86 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 87 UNESCO (2009), *The implications of HIV and AIDS on women's unpaid labour burden*, Paris, France, UNESCO
- 88 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 89 Ibid.
- 90 Plan Niger (2011), 'Country Programme Progress Report 2011'; Plan Guinea (2011), 'Country Programme Progress Report 2011'
- 91 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'
- 92 UNESCO (2010), *EFA Global Monitoring Report 2010: Reaching the Marginalised*
- 93 Plan RESA (2012), 'BIAAG: Ethiopia Country Report'
- 94 Plan WARO (2012), 'Education capacity statement'
- 95 Plan International (2012), *Because I am a Girl 2012*
- 96 Plan UK (2012), 'Girl Friendly Teaching'
- 97 UNESCO (2011), *EFA Global Monitoring Report 2011*
- 98 Ibid.
- 99 Ibid.
- 100 Plan International (2012), *Because I am a Girl 2012*
- 101 Ibid.
- 102 Ibid.
- 103 GCE/RESULTS (2011), *Make it Right*
- 104 Plan International (2012), *Because I am a Girl 2012*
- 105 Plan UK (2012), 'Girl Friendly Teaching'
- 106 FAWE (2009)
<http://www.fawe.org/activities/interventions/GRP/index.php>
- 107 Plan WARO (2012), 'Education capacity statement'
- 108 FAWE (2006), 'Experiences in creating a conducive environment for girls in schools', Nairobi, Kenya, FAWE; DFID (2010), 'Key messages from evidence on gender equality', London, UK, DFID.
- 109 Plan International (2012), *Because I am a Girl 2012*
- 110 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Uganda Country Report'
- 111 GCE/RESULTS (2011), *Make it Right*
- 112 UNICEF, Plan West Africa, Save the Children Sweden West Africa and ActionAid (2010), *Too often in silence: a report on school violence in West and Central Africa*
- 113 Ibid.
- 114 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research'; Plan RESA (2012), 'BIAAG Synthesis report'
- 115 Ibid.
- 116 Plan International (2012), *Because I am a Girl 2012*
- 117 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Mali Country Report'
- 118 Plan WARO (2012), 'BIAAG 2012 research: Togo Country Report'
- 119 Plan (2011), *Global Advocacy Strategy*
- 120 Plan (2012), *The campaign to stop violence in schools: third progress report*, Woking, UK, Plan International
- 121 Ibid.



Plan dans le monde



Bureaux Plan en Afrique

Bureau Régional Afrique de l'Est et Australe (RESA)

P.O. Box 14202 -00800,
Nairobi,
Kenya
Tel: + 254 020 2699186 / 020 2699187
Fax: + 254 20 444 3474

Bureau Régional Afrique de l'Ouest (WARO)

Immeuble Seydi Djamil,
Av. Cheikh Anta Diop x Rue Leo Frobenius
Dakar, Senegal
PO Box: 21121
Tel.: + 221 33 869 74 30
Fax: + 221 33 825 84 67

Plan Bénin
Carre 647, Rue 395 Aupiais,
Cadjeoun Cotonou,
08 BP 699 Cotonou,
Bénin
Tel: + 229-21-30-39-51/ 213-06-497
Fax: + 229-21-30-54-42

Plan Burkina Faso
BP 1184
Ouagadougou
Burkina Faso
Tel: + 226- 5037-8733 / + 226- 5037-8733
Fax: + 226-5037-8739



Plan Ethiopia
Gujeni Building, House #: 1069
PO Box 5696
Addis Ababa - Ethiopia
Tel: + 251 11 4670175-82
Fax: + 251 11 4161542

Plan Ghana
No. 10, Yiyiwa Street
Abelenkpe
Accra-Ghana
Tel: + 233 (030) -2773370/ 2778039/ 2764405
Fax: + 233 (030) -2776102

Plan Guinée
Kissidougou
Quartier Sogbe
Conakry
BP 518 Conakry, République de Guinée
Tel: + 224 64 00 00 02 / + 224 64 00 00 02/

Plan Guinée-Bissau
Avenida Eduardo Mondlane
Caixa Postal N 597
Bissau, Guinée-Bissau
Tel: + 245 32 02 528
Fax: + 245 32 02 545

Plan Kenya
Dennis Pritt Road
Opposite Silver Oak Kindergarten
P.O Box 25196, 00603 Nairobi - Kenya
Tel: + 254 20 3870215/6

Plan Libéria
PO Box 1021
Congo Town
Old Sophie Road
Monrovia- Libéria
Tel: + 231-777-12903 / + 231-777-12903
Fax: + 231-777-12904

Plan Malawi
Guidance, Counseling and Youth
Centre Building,
Off M1 Road, between Area
30 Police and Kanengo,
PO Box 2053
Lilongwe - Malawi
Tel: + 265 1 712 210 / + 265 1 712 210
+ 265 1 712 211 / + 265 1 712 211
Fax: + 265 1 712 212

Plan Cameroun
Opposite German Embassy
Bastos, PO Box 25236
Messa, Yaounde
Cameroun
Tel: + 237-2221-5458 / +237-2221-5458
Fax: + 237-2221-5457

Plan Egypte
53 Manial Street
Manial, Cairo
Egypte
Tel: + 202-236-20025/57357, 0102334314/316/81
Fax: + 202-23689042

Plan Mali
Country Office
Hamdallaye, ACI-2000, Rue 286,
BP1598
Tel: + 223-20-22-40-40 / + 223-20-22-40-40
+ 223-20-23-05-83 / + 223-20-23-05-83
Fax: + 223-20-22-81-43

Plan Mozambique
Rua Justino Chemane No. 271
Somerschild II, Maputo
Mozambique
Tel: + 258 21 485602/3/6
Fax: + 258 21 485609

Plan Niger
Rue du Beli, BP 12247
Plateau Niamey
Niger
Tel: + 227 20-72-44-44/45
Fax: + 227 20-72-44-91

Plan Rwanda
Plot Number 5719, Nyarutarama
P.O Box 6211
Kigali
Rwanda
Tel: + 250-0830-5392 / + 250-0830-5392

Plan Sénégal
Rue 5XE, Point E Dakar
BP 15042
Sénégal
Tel: + 221-8653550
Fax: + 221-8258868

Plan Sierra Leone
6 Cantonment Road
Off Kingharman Road
PMB 245, Freetown
Sierra Leone
Tel: + 232-22-234-080 / + 232-22-234-080
Fax: + 232-22-235-060

Plan Sud Soudan
P.O. Box 182
Hai-Cinema
Juba
Sud Soudan
Tel: + 249-904-379332 / + 249-904-379332

Plan Soudan
Building #334-Block #54
Arkaweet, Khartoum
Tel: + 249 83 231905/231906
Fax: + 249 227041

Plan Tanzanie
Plot 96 Mikocheni Light, Industrial Area
Off News Bagamoyo Road, Next to TBC1
Dar es Salaam, Tanzanie
Tel: + 255 22 2773264
+ 255 22 2773264
Fax: + 255 22 2773256

Plan Togo
175, Avenue des Kondona
BP: 4385
Lomé, Togo
Tel: + 228 22 26 78 36
+ 228 22 26 79 37
Fax: + 228 22 26 22 89

Plan Ouganda
Plot 126 Luthuli Avenue
Bugolobi
Kampala
Ouganda
Tel: + 256 414 305 000 / + 256 414 305 000
Fax: + 256 414 505 005

Plan Zambie
Plot 87A Kabulonga Road,
Kabulonga,
Lusaka,
Zambie
Tel: + 260-211-260074 / + 260-211-260074
Fax: + 260-211-260093

Plan Zimbabwe
7 Lezard Avenue,
Milton Park, Harare,
P. O. Box HG 7232, Highlands,
Harare, Zimbabwe
Tel: + 263-4-791601- 4, 737070
Fax: + 263-4-707902



À propos de Plan International

Plan est l'une des agences de développement les plus anciennes et les plus importantes au monde. Fondée en 1937 pour porter secours aux enfants de la guerre civile espagnole, elle fête ses 75 années d'existence en 2012. Nous travaillons dans 68 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Océanie et d'Amérique Latine. Plan soutient directement plus de 1,5 millions d'enfants et leur famille mais aussi, indirectement, 9 millions d'habitants des communautés associées. Nous prenons des engagements à long terme envers les enfants défavorisés et apportons notre soutien au plus grand nombre d'enfants possible en travaillant en partenariat et en association avec eux, leur famille, leur communauté, la société civile et le gouvernement, en développant des réseaux de relations fructueuses et en leur permettant de se faire entendre et reconnaître pour toutes les questions qui les concernent. Plan est une organisation indépendante, dépourvue de toute affiliation religieuse, politique ou gouvernementale.

Notre vision : Un monde dans lequel tous les enfants peuvent atteindre leur plein potentiel au sein de sociétés qui respectent les droits et la dignité des personnes. Aujourd'hui des centaines de millions d'enfants sont toujours privés de leurs droits. Nous pensons que c'est totalement inacceptable. Notre stratégie indique la façon dont Plan va lutter contre ces injustices et s'efforcer d'aider tous les enfants à bénéficier de droits et d'opportunités.

D'ici 2015, la stratégie de Plan se concentre sur **un objectif : atteindre** le plus grand nombre d'enfants possible, et en particulier ceux qui sont exclus ou **marginalisés**, grâce à des **programmes de qualité** qui engendreront des **bénéfices aux effets durables**.

La tâche ne sera pas simple, mais nous savons qu'elle est réalisable. Elle demandera de la concentration, du dévouement et de la rigueur ; il nous faudra aussi évoluer en partant de ce que nous savons faire, et ne pas hésiter à moderniser des pratiques devenues moins efficaces. Notre stratégie se concentrera, par conséquent, sur les domaines qui sont les plus susceptibles de nous aider à atteindre notre unique **objectif**.

Notre objectif :

- Accroître le nombre de soutiens individuels et institutionnels au sein des pays donateurs ;
- Améliorer nos politiques, nos systèmes et nos procédés ;
- Être plus stratégiques dans nos collaborations avec d'autres organisations.

Un objectif plus large est aussi à prendre en compte. Au cours de la mise en oeuvre de cette stratégie, nous avons à coeur de devenir un seul Plan, une organisation plus efficace, plus performante et collaborative, et dont tous les éléments individuels tendent vers un seul et même objectif.

www.plan-international.org





becauseiamagirl.org

ISBN: 978-0-9565219-6-5

parce que Je suis une
FILLE

Photo couverture
Olivier Girard